

SOMMET AFRIQUE-ITALIE

Tebboune plaide pour un partenariat souverain et concret

Dans une allocution adressée aux participants du 2e Sommet Afrique-Italie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a défendu une nouvelle approche des relations entre l'Afrique et ses partenaires internationaux, basée sur la souveraineté des Etats, la réciprocité des intérêts et la mise en œuvre de projets structurants. Son message, lu par le Premier ministre Sifi Ghrieb, a placé le développement économique et social du continent au cœur de toute coopération durable. P 3



RÉNOVATION ET RÉALISATION DE PROJETS TOURISTIQUES

Priorité aux matériaux et équipements «Made in Algeria»

En visite de travail dans la wilaya de Béjaïa, hier, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, accompagnée du wali et des autorités locales, a inspecté plusieurs projets structurants en cours de réalisation. Cette sortie de terrain s'inscrit dans une stratégie visant à accélérer la dynamique du secteur touristique local, qui occupe déjà une place importante dans l'économie de la wilaya, laquelle a accueilli en 2025 plus de 212 500 touristes nationaux et près de 11 000 visiteurs étrangers.

P 2

HYDROCARBURES

Sonatrach accélère son déploiement africain

Le groupe Sonatrach poursuit activement sa stratégie d'ouverture et de déploiement sur le continent africain. En déplacement à Ouagadougou, une délégation algérienne de haut niveau a examiné, vendredi, les perspectives de renforcement du partenariat avec la Société nationale burkinabé d'hydrocarbures (Sonabhy), dans un contexte marqué par la volonté d'Alger de consolider la coopération Sud-Sud dans les secteurs stratégiques.

P 5

EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA ET DÉVELOPPEMENT DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Une priorité absolue et un défi national

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné, samedi à Annaba, que le projet d'extension du port phosphatier et le développement et la modernisation de la ligne minière Est constituent "une priorité absolue et un défi national".

P 5

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
**Nécessité d'améliorer
la qualité des services** P 4

ARBITRAGE COMMERCIAL
INTERNATIONAL ET RÈGLEMENT DES
DIFFÉRENDS LIÉS À L'INVESTISSEMENT
**L'Algérie apte à devenir
un pôle régional** P 3

EXPLOITATION DU GISEMENT
DE FER DE GARA DJEBILET
**Un pôle industriel
stratégique prend forme
à Toumiat** P 5

SALON NATIONAL DE LA MICRO-ACTIVITÉ
Clôture de la 2e édition à Oran

La deuxième édition du Salon national de la micro-activité s'est achevée, samedi au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran. Organisé par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), l'événement a enregistré la participation de plus de 240 exposants venus de différentes wilayas du pays, représentant divers secteurs d'activité, indique-t-on.

Lors de la cérémonie de clôture, à laquelle a assisté le Secrétaire général de la wilaya, Fodil Laïdani, la Directrice générale de l'ANGEM, Mme Souad Bendjemil, a indiqué que ce Salon a été "une réussite au regard de la forte participation de différents secteurs et de wilayas, contribuant ainsi à la promotion de la production locale". Elle a souligné que durant les trois jours du Salon, divers produits ont été exposés, notamment dans les secteurs de l'artisanat et des métiers traditionnels à dimension économique et sociale, ainsi que dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, qui ont été fortement représentés à cette manifestation.

Mme Bendjemil a précisé que cette manifestation a constitué une opportunité pour écouter les préoccupations des porteurs de micro-activités, leurs idées et les défis auxquels ils font face, notamment en matière de commercialisation. Elle a ajouté que le lancement récent de la plateforme numérique "ANGEM-Market" vise à résoudre une partie de ces difficultés en assurant la commercialisation électronique des produits des bénéficiaires de microcrédits. A cette occasion, les lauréats des concours de cuisine traditionnelle, du meilleur stand et du meilleur produit dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat, du bâtiment, de la sculpture sur bois, ainsi que du meilleur produit féminin rural, entre autres, ont été honorés, signale-t-on.

En marge de la cérémonie de clôture, une convention de coopération a été signée entre l'Agence nationale de gestion du microcrédit et l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), en présence de son Directeur général, Abdelhafidh Belmehdi. Cette convention vise à former les porteurs de microprojets en matière de propriété industrielle et intellectuelle afin de protéger et de préserver leurs produits. Une autre convention a également été signée avec la Chambre nationale de l'agriculture, en présence de son Secrétaire général, Missoum Saâd, afin d'accompagner, encadrer et former les porteurs de projets et micro-entreprises du secteur agricole, dans le but de renforcer le développement durable et la production locale.

R E.

RÉNOVATION ET RÉALISATION DE PROJETS TOURISTIQUES

Priorité aux matériaux et équipements « Made in Algeria »

En visite de travail dans la wilaya de Béjaïa, hier, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, accompagnée du wali et des autorités locales, a inspecté plusieurs projets structurants en cours de réalisation. Cette sortie de terrain s'inscrit dans une stratégie visant à accélérer la dynamique du secteur touristique local, qui occupe déjà une place importante dans l'économie de la wilaya, laquelle a accueilli en 2025 plus de 212 500 touristes nationaux et près de 11 000 visiteurs étrangers.

Par Selma R.

La ministre a rappelé que Béjaïa dispose d'atouts naturels et économiques solides, avec un littoral comptant 46 plages dont 35 autorisées à la baignade, 23 zones humides et trois sources thermales majeures, à savoir Sidi Yahia El Aidli, Kiria et Sillal. Le parc hôtelier regroupe actuellement 73 établissements totalisant 5 757 lits et générant 2 620 emplois directs. Elle a également mis en avant le poids du secteur de l'artisanat, qui compte 15 683 artisans recensés, appuyés par des structures dédiées telles que le centre d'Aokas et la Maison de l'Artisanat de Béjaïa.

La tournée a permis d'examiner l'état d'avancement de plusieurs chantiers d'envergure, à commencer par l'hôtel public Les Hammadites à Tichy, qui fait l'objet d'une vaste opération de réhabilitation et d'extension sur plus de 93 000 m². Le projet prévoit une capacité de 516 lits, comprenant un hôtel de 139 chambres, des studios et des bungalows de haut standing, ainsi que des équipements modernes, dont un centre d'affaires, un SPA et un théâtre en plein air. À cette occasion, la ministre a souligné l'importance de valoriser l'identité nationale dans les projets publics en déclarant : « Le renouveau de nos structures publiques doit impérativement s'appuyer sur des matériaux et un savoir-faire algériens pour refléter notre authenticité tout en garantissant une qualité de service internationale ».

À Melbou, la délégation a également inspecté le projet de résidence touristique porté par l'EURL Buil Concept. D'un coût de 1,48 milliard de DA, il affiche un taux d'avancement de 40 % et prévoit une capacité de 277 lits ainsi que la création de 45 emplois. Dans la même localité, l'hôtel Le Rémora approche de la phase finale avec un taux de réalisation de 79 %. Ses 28 chalets sont déjà achevés et l'ensemble offrira 313 lits pour environ 80 emplois directs. Un autre projet, le complexe Costa Azahar 2, s'étendant sur 12 000 m², est réalisé à 30 %. Il prévoit 300 lits répartis entre appartements et villas, avec une zone de loisirs intégrée, contribuant à la diversification de l'offre balnéaire. Face à l'ampleur de ces investissements, la ministre a insisté sur la responsabilité des promoteurs en affirmant : « Le respect des délais contractuels n'est pas une simple formalité, c'est un engagement envers le développement de la région que nous suivrons désormais de très près pour assurer une mise en service rapide ».

Le volet foncier touristique a également été examiné. La wilaya compte 12 zones d'expansion touristique couvrant 1 150 hectares. L'approbation des plans d'aménagement pour

Aokas et Agrioun a permis de dégager 17 assiettes foncières destinées à de nouveaux projets, avec une capacité attendue de 2 462 lits supplémentaires et plus de 4 150 emplois. Par ailleurs, le projet d'aménagement de la plage de Lota, à Souk El Tenine, doté d'une enveloppe de 56 millions de DA sur un linéaire de 1 200 mètres, vise à créer un espace attractif ouvert toute l'année, orienté vers le tourisme familial. En clôture de visite, la ministre a réaffirmé une orientation fondée sur la modernisation et le patriotisme économique. Elle a insisté sur la priorité à accorder aux matériaux et équipements « Made in Algeria » afin de réduire la facture d'importation et de soutenir la production nationale. Elle a également appelé au renforcement des partenariats avec le secteur de la formation professionnelle pour garantir une main-d'œuvre qualifiée dans les futurs établissements. La modernisation du secteur passe aussi, selon elle, par la transformation numérique, avec la généralisation du paiement électronique et des systèmes de réservation en ligne pour améliorer la gestion et l'expérience client. Soucieuse de l'accessibilité de l'offre, elle a enfin invité les investisseurs à maintenir des tarifs adaptés aux familles algériennes, rappelant que le tourisme social constitue un levier essentiel du marché interne.

ENTREPRENEURIAT

Des programmes numériques pour renforcer le dispositif de micro-projets

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a souligné, jeudi à Oran, que le ministère poursuit la modernisation du dispositif de microcrédit à travers la numérisation et le lancement de nouveaux programmes destinés à soutenir les artisans et les artisanes et à leur permettre de participer activement à l'économie nationale. Lors de l'ouverture de la deuxième édition du Salon national de la micro-activité à Oran, le ministre a expliqué que le dispositif de microcrédit est devenu un outil économique et social efficace, soulignant que la numérisation constitue un moyen de rapprocher davantage ce dispositif des citoyens et de faciliter l'accès à ses services.

Il a ajouté que le ministère œuvre à renforcer le commerce électronique en collaboration avec l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), afin de permettre à la communauté algérienne établie à l'étranger d'accéder

aux produits nationaux. Il a également annoncé le lancement de programmes environnementaux visant à impliquer les jeunes porteurs de micro-projets, ainsi que des programmes dans le domaine des industries agroalimentaires afin de renforcer la sécurité alimentaire.

Le ministre a souligné que le Salon, auquel participent plus de 240 exposants, "représente une opportunité de promouvoir les produits innovants de nos jeunes et de les rapprocher des citoyens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, grâce aux réseaux sociaux et aux technologies de l'information et de la communication".

De son côté, la Directrice générale de l'ANGEM, Mme Souad Bendjemil, a indiqué que le Salon «concrétise la vision de l'Etat algérien visant à bâtir une économie diversifiée fondée sur l'initiative, la production et la valorisation des capacités nationales. Il reflète également l'importance des microprojets comme levier

de développement, notamment au profit des jeunes, des femmes et de la femme rural ». En marge de l'événement, une plateforme numérique baptisée «ANGEM Market» a été lancée pour soutenir la commercialisation. Le ministre a également visité les différents stands du Salon et échangé avec les exposants. Par ailleurs, le ministre Nouredine Ouadah a indiqué que le travail s'oriente actuellement vers la création d'un tissu d'activités et de micro-entreprises autour de la filière de l'argan. S'exprimant avec certains exposants d'huile d'argan, lors de sa visite des stands du Salon national de la micro-activité, organisé à partir de jeudi par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), le ministre a souligné qu'un travail est en cours avec l'Agence, ainsi qu'avec d'autres organismes, afin de créer un tissu d'activités et de micro-entreprises autour de cette culture stratégique, notamment dans la région du Grand Sud.

Synthèse R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SOMMET AFRIQUE-ITALIE

Tebboune plaide pour un partenariat souverain et concret

Dans une allocution adressée aux participants du 2e Sommet Afrique-Italie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a défendu une nouvelle approche des relations entre l’Afrique et ses partenaires internationaux, basée sur la souveraineté des Etats, la réciprocité des intérêts et la mise en œuvre de projets structurants. Son message, lu par le Premier ministre Sifi Ghrieb, a placé le développement économique et social du continent au cœur de toute coopération durable.

Par Selma Rachid

Le chef de l’Etat a d’abord salué l’initiative italienne et remercié les autorités de Rome ainsi que la présidente du Conseil des ministres, Giorgia Meloni, pour l’organisation de ce sommet à Addis-Abeba, siège de l’Union africaine. Il a estimé que la tenue de cette rencontre à la veille du sommet continental confère à l’événement « une dimension politique particulière » et traduit « une prise de conscience croissante de l’importance de la dimension africaine dans l’établissement des partenariats internationaux ». S’inscrivant dans le cadre du Plan Mattei pour l’Afrique, l’intervention présidentielle met l’accent sur la nécessité d’un changement de méthode. L’Algérie considère que ce cadre ne peut être efficace que s’il repose sur une vision équilibrée et respectueuse des priorités africaines. « L’Afrique n’accepte plus d’être un simple spectateur des politiques la concernant, mais entend être un acteur souverain dans leur élaboration et leur mise en œuvre », a souligné le président, insistant sur la responsabilité collective de passer d’une logique

d’intention à une logique d’exécution. L’expérience algéro-italienne a été présentée comme un exemple concret de coopération pragmatique. Le président Tebboune a décrit le partenariat énergétique comme « un modèle exemplaire », fondé sur le long terme, les intérêts mutuels et le respect de la souveraineté nationale. Il a rappelé que l’Algérie est un fournisseur majeur de gaz naturel pour l’Italie et que plusieurs projets stratégiques sont menés conjointement entre Sonatrach et ENI dans l’exploration et la production. Au-delà de l’énergie, le discours met en relief l’élargissement de la coopération vers des secteurs productifs, notamment l’agriculture et la formation. Le projet agricole intégré de Timimoun et le centre de formation, de recherche et d’innovation agricole Enrico-Mattei à Sidi Bel Abbès, à dimension africaine, sont cités comme illustrations d’un partenariat orienté vers la sécurité alimentaire, la création de valeur locale et le transfert de connaissances. Pour le président, « de tels projets font du Plan Mattei un cadre opérationnel efficace dès lors qu’il se focalise sur des projets structurants » et

qu’il respecte les priorités de développement des pays africains. Dans le même esprit, le chef de l’Etat a rappelé que les pays africains privilégient « des partenariats équilibrés basés sur la réciprocité, la confiance et les intérêts communs à long terme » et non des approches conjoncturelles ou unilatérales. Il a soutenu que la réussite du partenariat Afrique-Italie passe par un alignement clair avec les objectifs de développement du continent, le respect des choix nationaux et la garantie de financements suffisants accompagnés d’une mise en œuvre effective des projets. Réaffirmant la disponibilité de l’Algérie à contribuer activement à cette dynamique, le président Tebboune a appelé à une nouvelle étape du Plan Mattei « plus ambitieuse, plus inclusive et plus efficace », afin de construire un avenir commun prospère au service de l’Afrique et de l’Italie. Par ce positionnement, Alger cherche à ancrer la coopération euro-africaine dans une logique de co-développement concret plutôt que dans des schémas d’assistance ou d’opportunité.

39E SOMMET DE L'UA Giorgia Meloni plaide pour une "véritable" coopération entre l’Afrique et l’Italie

La présidente du Conseil des ministres de la République d’Italie, Giorgia Meloni, a plaidé, samedi à Addis-Abeba, pour une "véritable" coopération entre l’Afrique et l’Italie, développée à partir d’une relation "d’égal à égal", affichant l’ambition de son pays de demeurer "un pont privilégié" entre l’Europe et l’Afrique. "Ce que l’Italie souhaite, c’est coopérer", a-t-elle affirmé dans un discours prononcé à l’ouverture du 39e sommet de l’UA. Pour Mme Meloni qui participe à ce sommet en tant qu’invitée d’honneur, "la véritable coopération, c’est une coopération qui ne cesse jamais" et qui "n’existe que dans une relation d’égal à égal. Une relation où les spécificités de chacun sont indispensables à la réalisation d’un objectif commun". Elle a rappelé, dans ce contexte, que le deuxième sommet Italie-Afrique tenu vendredi à Addis-Abeba, a permis aux deux parties de "discuter des moyens de renforcer et de consolider l’un des résultats les plus concrets de cette idée de coopération: le Plan Matei pour l’Afrique". "Il s’agit d’une plateforme ouverte permettant de mettre notre savoir-faire, nos technologies et nos investissements au service des objectifs que l’Union africaine a défini dans l’Agenda 2063, à commencer par la création d’une zone de libre-échange continentale intégrée et prospère", a-t-elle expliqué. Selon Mme Meloni, "cet objectif ambitieux nécessitera des interconnexions économiques efficaces, sûres et rapides pour être atteint", citant, à ce propos, le corridor de Lobito, l’épine dorsale ferroviaire et infrastructurelle qui reliera les marchés africains aux marchés mondiaux. "Le Plan Matei est une stratégie globale qui génère des avantages concrets pour nos populations et vise à étendre continuellement sa portée", a-t-elle ajouté. Elle a annoncé, en outre, la mise en place de "programmes spécifiques de gestion de la dette afin de garantir la stabilité budgétaire des nations les plus vulnérables", appelant à la concrétisation d’une "grande alliance" entre l’Afrique et l’Italie pour "placer la formation, la recherche, l’université et l’innovation" au cœur de leur "engagement commun".

APS

ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS LIÉS À L'INVESTISSEMENT

L’Algérie apte à devenir un pôle régional

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a souligné, hier à Alger, que l’Algérie était apte à devenir un pôle régional d’arbitrage commercial international et de règlement des différends relatifs à l’investissement et au commerce international. S’exprimant à l’ouverture du Séminaire international sur le thème « Arbitrage international, souveraineté et modes alternatifs de règlement des différends », en présence de membres du Gouvernement et de représentants d’organismes nationaux, le ministre a précisé que la proposition lors de cette rencontre d’une recommandation visant à « créer le Centre algérien de règlement des différends est à même de contribuer activement à la réalisation de plusieurs objectifs d’intérêt commun, d’autant plus que l’Algérie, au regard de sa position géographique importante et stratégique, est apte à devenir un pôle régional d’arbitrage commercial international et de règlement des différends liés à l’investissement et au commerce international ». Une telle initiative « est à même de renforcer l’attractivité des investissements directs étrangers, compte tenu de son rôle pivot dans le soutien au développement économique global », a-t-il ajouté, soulignant que l’existence d’un Centre

national d’arbitrage agréé constitue l’une des garanties essentielles rassurant les investisseurs étrangers. Dans le même sillage, M. Boudjemaa a insisté sur le fait que cette démarche « contribuera à consolider la sécurité juridique et judiciaire, en garantissant la neutralité, l’intégrité et l’indépendance du futur centre », relevant que « l’arbitrage international est un instrument juridique efficace, fondé sur la volonté des parties, l’indépendance de la décision et le respect des spécificités juridiques et culturelles, ce qui explique l’intérêt croissant que lui portent les Etats et les institutions internationales en tant que levier d’amélioration du climat des affaires, d’attraction des investissements et de renforcement de la sécurité juridique ». Il a également évoqué les autres modes alternatifs de règlement des différends, comme la médiation, la conciliation et la transaction amiable, soulignant qu’ils constituent "des approches juridiques et humaines avancées, visant à résoudre les différends dans un esprit consensuel et à consacrer la culture du dialogue plutôt que celle de litige". Il a, dans ce cadre, expliqué que ce processus représente une véritable opportunité pour contribuer à la formation d’arbitres et d’avocats spécialisés et au ren-

forcement de leurs compétences dans le domaine de l’arbitrage international. Dans la même optique, M. Boudjemaa a indiqué que ces démarches sont « le fruit des hautes orientations et de l’intérêt particulier du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a concrétisé, grâce à sa vision éclairée, l’expérience algérienne prometteuse en matière d’investissement, et un modèle réformateur tangible, s’illustrant à travers la loi sur l’investissement de 2022 ». Le ministre a également passé en revue « les principes et garanties fondamentaux, contenus dans ladite loi, qui consacrent la libre initiative d’investissement, et garantissent le droit à la création de projets sans distinction aucune, ni contrainte d’ordre juridique, assurant une stabilité législative sûre, et consacrant ainsi la protection des intérêts de l’investisseur et les droits de transfert des capitaux et des bénéfices, notamment pour les investisseurs étrangers, de manière à instaurer un climat d’investissement sûr, attractif et stable ». Etant donné que l’arbitrage international et les modes alternatifs de règlement des différends sont des piliers fondamentaux pour établir la justice, le ministre a rappelé que « le législateur algérien a réglementé l’arbitrage commercial international au titre des modes alternatifs de rè-

glement des différends dans le Code de procédure civile et administrative, et dans la loi 18-22 relative à l’investissement, notamment son article 12 qui accorde aux investisseurs, qu’ils soient étrangers ou nationaux, le droit de recourir à l’arbitrage ». Il a également rappelé l’engagement de l’Algérie dans plusieurs conventions bilatérales sur l’encouragement et la protection des investissements mutuels, incluant le recours à l’arbitrage international en cas de différend relatif à l’exécution des contrats d’investissement contenus dans ces accords. Et de conclure que le législateur algérien a consacré toutes les garanties procédurales et objectives pendant le déroulement du différend arbitral dans l’arbitrage international, à la demande de la Cour d’arbitrage ou de l’une des parties au différend, jusqu’à la phase d’exécution des sentences d’arbitrage international, sous la compétence du juge national pour statuer les demandes de reconnaissance et d’exécution des sentences arbitrales, et des recours y afférents, dont le recours contre les sentences arbitrales internationales rendues en Algérie, conformément aux conditions et aux délais prévus par le Code de procédure civile et administrative.

R E /APS

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS - DJEZZY

Signature d’une convention de partenariat

Une convention de partenariat a été signée entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'entreprise Djeczy dans le but notamment de développer les compétences et renforcer l'employabilité dans le secteur de la formation professionnelle. La cérémonie de signature, qui s'est déroulée mercredi soir au siège du ministère, a été présidée par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki et le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, ainsi que le directeur général de Djeczy, Boumediene Senouci.

A travers cette convention, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'entreprise Djeczy réaffirment leur engagement en faveur du développement des compétences et de l'employabilité, en consolidant le rôle de la formation professionnelle comme levier du développement économique et social dans le pays, a-t-on précisé. Dans son allocution, Mme Arhab a indiqué qu'à la faveur de cette convention, de nouvelles spécialités ont été lancées, notamment dans les domaines techniques en relation avec le bâtiment, l'électricité et le transport ainsi que les technologies de l'information, citant le développement des sites web, en vue de "garantir aux stagiaires un haut niveau de performance professionnelle". Elle ajouta que l'objectif consiste à "former des compétences nationales hautement qualifiées, capables de répondre aux exigences de l'économie numérique, de soutenir la compétitivité des institutions nationales, contribuer efficacement au développement économique et social du pays et ouvrir des perspectives prometteuses aux jeunes stagiaires". De son côté, le directeur général de Djeczy a indiqué que ce partenariat "instaure un cadre dynamique pour renforcer la synergie entre les programmes pédagogiques et les besoins réels du marché de la téléphonie mobile", soulignant que l'accent a été mis sur l'acquisition de compétences techniques de pointe structurées autour de plusieurs piliers majeurs, telles que les infrastructures de télécommunication et le développement digital".

Synthèse R.E.

PROTECTION CIVILE

Vers la révision du statut particulier des fonctionnaires

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a annoncé, jeudi à Alger, la révision du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Protection civile en vue de répondre à leurs préoccupations. Lors d'une séance plénière de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Sayoud a précisé que "cette révision, menée en coordination avec la Direction générale de la Protection civile, prendra en charge les préoccupations soulevées par les personnels de ce corps", indiquant que les travaux "touchent à leur fin". Le ministre a en outre assuré que la promotion au sein du corps de la Protection civile "se fait normalement conformément aux procédures légales en vigueur", faisant état de la promotion de "plus de 21.000 fonc-

tionnaires, tous grades confondus, au cours des quatre dernières années". Il a également rappelé l'intérêt particulier accordé à ce corps, notamment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers "le soutien constant aux efforts de la Protection civile afin de lui permettre de développer son système national, en mobilisant toutes les ressources humaines qualifiées et les moyens matériels nécessaires, tout en intégrant les technologies modernes pour renforcer le déploiement de ses unités opérationnelles à l'échelle nationale et améliorer les mécanismes de coordination avec les partenaires locaux et internationaux". Ces mesures, a-t-il dit, ont contribué à "hisser le niveau de professionnalisme de ce corps". M. Sayoud a, par ailleurs, évoqué le corps des gardes communaux, soulignant que

l'Etat "continue de prendre en charge ses membres sur le plan social, notamment au cours des deux dernières années". Répondant à une question sur le renforcement du transport scolaire, le ministre a rappelé que plusieurs wilayas ont bénéficié des bus récemment importés, ajoutant que "30 milliards de dinars ont été alloués à ce service à partir du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, outre les ressources financières au titre des budgets des communes". Concernant la lutte contre le fléau de la drogue, il a rappelé la stratégie nationale de lutte contre la drogue et les substances psychotropes 2025-2029, ainsi que les mesures prises dans ce cadre, notamment l'actualisation de l'arsenal juridique et l'approche alliant prévention et répression.

APS

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nécessité d’améliorer la qualité des services

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a tenu une réunion d'évaluation avec les opé-

rateurs de téléphonie mobile Djeczy, Ooredoo et Mobilis, consacrée à l'évaluation de la qualité du réseau et au renforcement de la couverture, notamment dans les zones rurales, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée jeudi soir en présence du président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), le ministre a souligné "la nécessité d'améliorer la qualité des services", et "mis les opérateurs devant leurs responsabilités juridiques, tout en insistant sur le respect des cahiers des charges et des normes de couverture et de qualité de service". M. Zerrouki a également appelé les opérateurs de téléphonie mobile en Algérie à "présenter un engagement pour un programme de rattrapage afin de remédier aux

lacunes enregistrées". Dans le même sillage, le ministre a mis en exergue "l'importance d'une communication régulière avec les citoyens pour les informer de toute panne technique ou de travaux de maintenance programmés, tout en veillant à assurer la couverture des axes routiers, notamment dans le Sud, avant le mois de juin, ne serait-ce que par un service minimum, particulièrement en ce qui concerne l'appel aux numéros de secours". Par ailleurs, "il a été convenu de fixer des délais clairs pour parachever la couverture avant la fin de l'année en cours, tout en insistant sur le suivi périodique de l'exécution des engagements, afin de garantir une amélioration concrète et durable de la qualité du réseau", conclut le communiqué.

R.E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Février 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	95	68	الطماطم	
	Oignon sec	74	82	66	البصل الجاف	
	Ail sec	914	1011	816	الثوم الجاف	
	Carotte	89	100	78	الجزر	
	Navet	103	116	91	اللفت	
	Choux fleur	84	93	74	قرنبيط	
	Choux	84	96	73	الكرنب	
	Courgette	124	139	110	الكوسة	
	Haricot vert	370	399	341	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	153	167	138	الخس	
Fruits frais	Mandarine	190	224	155	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	153	192	115	البرتقال	
	Citron	148	171	125	الليمون	
	Pomme locale	400	479	320	التفاح المحلي	
	Datte	515	647	383	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	488	511	465	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1918	2061	1776	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	382	397	367	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

HYDROCARBURES

Sonatrach accélère son déploiement africain

Le groupe Sonatrach poursuit activement sa stratégie d’ouverture et de déploiement sur le continent africain. En déplacement à Ouagadougou, une délégation algérienne de haut niveau a examiné, vendredi, les perspectives de renforcement du partenariat avec la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (Sonabhy), dans un contexte marqué par la volonté d’Alger de consolider la coopération Sud-Sud dans les secteurs stratégiques.

Par Réda Hadi

La rencontre, tenue au siège de la direction générale de Sonabhy, a réuni le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, le représentant du directeur général de la société burkinabè ainsi que plusieurs cadres dirigeants. Étaient également présents le directeur général des Hydrocarbures au ministère algérien des Hydrocarbures et des Mines, Mourad Beldjehem, et le PDG de Naf-tal, Djamel Cherdoud. Cette réunion s’inscrit dans le cadre d’une visite de travail officielle en République du Burkina Faso. Ce déplacement traduit la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les partenariats africains et à promouvoir une coopération Sud-Sud fondée sur la complémentarité et le transfert de savoir-faire. L’Algérie ambitionne ainsi de jouer un rôle moteur dans l’intégration énergétique du continent, en capitalisant sur l’expérience accumulée par Sonatrach tout au long de plusieurs décennies d’activité intégrée dans la chaîne des hydrocarbures. La politique de déploiement africain de Sonatrach repose sur plusieurs axes structurants. Il s’agit d’abord de consolider sa présence dans les activités de commercialisation et de trading de produits pétroliers, notamment le GPL et les carburants raffinés, à destination des pays sahé-liens et ouest-africains. Ensuite, le groupe entend développer des partenariats dans le stockage, la logistique et la distribution, en mettant à profit l’expertise de ses filiales, en particulier Naftal, spécialisée dans la distribution de carburants et de gaz. Au-delà de la simple exportation de produits, Sonatrach privilégie une approche intégrée incluant l’investissement dans les infrastructures locales, le transfert de technologies et le renforcement des capacités humaines. Cette stratégie vise à bâtir des partenariats dura-

bles, fondés sur l’équilibre des intérêts et la création de valeur partagée.

Appui technique et infrastructures au Burkina Faso

Les discussions avec Sonabhy ont porté sur les mécanismes permettant au Burkina Faso de bénéficier de l’expertise algérienne dans la production, le transport et la distribution des produits pétroliers, en particulier le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et le propane. La possibilité d’accompagner la mise en place d’un centre de remplissage de bouteilles de gaz butane a été examinée, avec la fourniture d’équipements nécessaires, notamment les bouteilles et leurs accessoires. Un tel projet s’inscrit dans une logique de sécurisation de l’approvisionnement énergétique burkinabè et d’amélioration de l’accès des ménages à une énergie moderne et sûre. Pour Sonatrach, il s’agit également de consolider sa présence dans un marché à fort potentiel, en contribuant au développement d’infrastructures structurantes. Les échanges ont également mis l’accent sur le partage d’expertise technique, la formation et le développement des compétences. Sonatrach a réaffirmé sa disposition à accompagner Sonabhy dans l’optimisation de ses performances, que ce soit dans la gestion logistique, le stockage stratégique ou la distribution. Cette approche s’inscrit dans la vision d’un partenariat équilibré, orienté vers le renforcement des capacités locales. Au-delà du Burkina Faso, la stratégie africaine de Sonatrach s’étend à plusieurs pays d’Afrique subsaharienne. Elle combine coopération institutionnelle, présence commerciale accrue et partenariats industriels ciblés. L’objectif est double : diversifier les débouchés du groupe et contribuer à l’essor énergétique du continent. Cette dynamique traduit une évolution notable du positionnement de Sonatrach, désormais tournée vers une dimen-

sion continentale affirmée. Le groupe entend ainsi devenir un acteur clé de la sécurité énergétique africaine, en s’appuyant sur son expertise intégrée allant de l’exploration à la distribution.

Signature d’une convention de formation entre l’IAP et l’INPG du Sénégal

Dans le prolongement de cette stratégie de coopération africaine, l’Institut Algérien du Pétrole (IAP) a signé, le 9 février 2026 à Dakar, une convention de formation avec l’Institut National du Pétrole et du Gaz du Sénégal (INPG). Cet accord vise à renforcer les compétences techniques et managériales dans le secteur des hydrocarbures, au bénéfice notamment de PETROSEN, la société nationale des pétroles du Sénégal. La convention, signée au siège de l’INPG, est l’aboutissement d’échanges engagés entre les deux institutions afin d’accompagner la montée en compétences du personnel sénégalais, tant dans les métiers techniques que dans les fonctions transversales liées à l’activité pétrolière et gazière. La délégation algérienne, conduite par le Directeur exécutif Ressources humaines, Smaïn Alatou, accompagnée du Directeur de l’IAP, Mohamed Khodja, et du Directeur de l’École IAP de Boumerdès, Mohamed Lamine Makhlouf, a également effectué une visite au siège de Petrosen. La rencontre s’est tenue en présence du Directeur général de Petrosen E&P, Alioune Seck, et du Directeur de l’INPG, Mor Mbaye Fall. Les échanges ont mis en lumière l’ambition stratégique du Sénégal de s’appuyer sur un capital humain hautement qualifié pour piloter son avenir énergétique. Les deux parties ont convenu de bâtir un modèle de coopération Sud-Sud durable, fondé sur la mutualisation des expertises et le rayonnement du savoir-faire africain dans le domaine des hydrocarbures.

EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA ET DÉVELOPPEMENT DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Une priorité absolue et un défi national

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné, samedi à Annaba, que le projet d’extension du port phosphatier et le développement et la modernisation de la ligne minière Est constituent "une priorité absolue et un défi national". Le ministre, accompagné du wali, Abdelkrim Lamouri, et de responsables locaux, a précisé, lors d’une visite d’inspection et de travail au port d’Annaba où il s’est enquis de l’avancement des travaux d’extension de cette infrastructure qui comprennent, notamment, la réalisation d’un quai minéralier dans le cadre du projet de phosphate intégré, que l’Etat "ne ménagera aucun effort pour garantir la livraison de ces projets vitaux dans les délais impartis". M. Djellaoui a ajouté que cette infrastructure de base "constitue la pierre angulaire de la stratégie de diversification de l’économie nationale", avant d’insister sur "la nécessité de mobiliser les ressources nécessaires et de réunir tous les moyens humains et matériels",

ainsi que sur la mise en place d’un système de travail en continu pour garantir la continuité des chantiers, de jour comme de nuit, y compris durant le mois sacré de Ramadhan. Dans le même contexte, le ministre a présidé, au siège de la wilaya, une réunion technique élargie en présence des gestionnaires des entreprises nationales de réalisation, et du partenaire étranger, pour suivre le rythme d’avancement des travaux. Rappelant au cours de cette séance de travail que tous les intervenants sont "accompagnés en permanence par le gouvernement", il a appelé à "l’intensification de la coordination sur le terrain" et à la fourniture de toutes les facilités, insistant sur le fait que les délais contractuels de livraison du projet "représentent un engagement ferme et non négociable". Lors de la deuxième étape de sa visite dans la wilaya, M. Djellaoui a inspecté les chantiers de modernisation et de dédoublement de la ligne minière Est Annaba-Blad El-Hadba (Tébessa), observant une halte au point kilométrique (PK) 4+000, où il a assisté au processus

de mise en place du ballast Il a considéré, sur place, que le développement de cette infrastructure ferroviaire constitue "un défi technique par excellence, au double plan de la technique et du délai", et "une priorité absolue en raison du lien du projet avec le programme de phosphate intégré qui est le moteur des exportations hors hydrocarbures". Le ministre a insisté auprès des responsables des entreprises de réalisation et des bureaux d’études sur "la nécessité de faire preuve de responsabilité et de rigueur dans l’exécution", soulignant que le suivi "sera régulier pour garantir la livraison de cette ligne ferroviaire vitale dans les délais impartis". Il convient de noter que le projet d’extension du port permettra l’accostage de navires de gros tonnage, faisant ainsi de la wilaya d’Annaba une plateforme logistique mondiale capable d’attirer les plus grandes compagnies de transport maritime internationales, et d’accroître la compétitivité du produit minier sur les marchés étrangers.

APS

EXPLOITATION DU GISEMENT DE FER DE GARA DJEBILET
Un pôle industriel stratégique prend forme à Toumiat

Les activités d’exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, bénéficieront du soutien d’un pôle industriel majeur dans la wilaya voisine de Bechar, en l’occurrence la zone industrielle de Toumiat (50 km au Nord de Bechar), qui s’étend sur une superficie de 1.478 hectares extensible, ont indiqué les services de la wilaya. Dans cette nouvelle zone industrielle, où le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait procédé, en avril 2025, à la pose de la première pierre d’un complexe dédié à la production de concentré et de boulettes de minerai de fer, lors d’une visite de travail et d’inspection dans la wilaya, diverses initiatives ont été concrétisées dans cette zone, avec pour ambition d’en faire un pôle d’excellence dans le domaine de la sidérurgie, apte à jouer un rôle stratégique dans la valorisation du gisement de fer. A ce titre, cette zone industrielle, implantée à proximité de la route nationale RN6.A, reliant le Sud-ouest au Nord du pays et de la ligne ferroviaire Bechar-Oran, dispose déjà de quatre (4) grandes importantes sources d’alimentation en énergie électrique, à savoir la ligne très haute tension (HTT) 220 kilovolts Nâama-Bechar, la ligne 30 kilovolts en sus de deux (2) grands transformateurs de électriques, le premier d’une capacité de 30/60/220 kilovolts et le second de 200/400 kilovolts, en voie d’achèvement, selon des données détaillées de la fiche technique de cette zone industrielle, créée par l’arrêté 869 du wali de Bechar, le 27 juillet 2023. Pour les besoins en eau de cette zone, il a été procédé auparavant à la concrétisation de plusieurs opérations, dont la réalisation et l’équipement de dix (10) importants forages pour un coût de plus d’un (1) milliard de DA, d’un château d’eau d’une capacité de retenue de 5.000 m3, d’un coût de 540 millions DA, en plus de la réalisation d’une adduction de 63 km pour l’acheminement des eaux traitées issues de la station de traitement et d’épuration des eaux usées (STEP) de Bechar, d’une capacité de traitement de 510.000 m3/an, a-t-on indiqué au secteur local de l’hydraulique. Deux (2) autres importantes sources d’approvisionnement de la zone industrielle en ce précieux liquide sont programmées à partir des transferts des champs de captage des eaux albiennes de Boussir et Guetrani, au Nord de Bechar, a-t-on souligné à la même direction. Concernant les réseaux des technologies de la communication et de l’information, la direction opérationnelle locale d’Algérie-Télécom a précisé que l’existence à proximité de cette zone de deux (2) importants points et réseaux de fibre optique, devrait faciliter considérablement sa connexion, à l’avenir, aux réseaux nationales des télécommunications. Auparavant, un investissement sectoriel de 400 millions DA a été consacré par le secteur de l’industrie pour le financement des travaux d’aménagement de cette zone, et ce, dans le cadre d’une autorisation de programme de plus de sept (7) milliards DA, a-t-on fait savoir à la direction locale du secteur de l’industrie.

R. E.

TINDOUF

Distribution de 15 actes de concession pour l’exploitation du foncier agricole

Quinze (15) actes de concession ont été remis, jeudi à Tindouf, aux bénéficiaires de la récente opération d’assainissement du foncier agricole, dans le cadre des efforts visant à promouvoir l’investissement dans le secteur de l’agriculture.

La cérémonie de remise des actes, organisée dans la salle de conférences de la wilaya de Tindouf, a été présidée par le Directeur général des Domaines de l’Etat, Abderrahmane Khidi, et le Directeur général de l’Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Ameziane Lansari, en présence des autorités locales, des élus et de représentants de la société civile.

Le Directeur général des Domaines de l’Etat a souligné que cette opération s’inscrit dans la concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer le rythme d’assainissement du foncier agricole et à garantir l’octroi des terres aux ayants-droit conformément à la loi. Il a précisé que la distribution des actes de concession a concerné un ensemble d’agriculteurs et d’investisseurs de la région ayant rempli les conditions légales et réglementaires.

Il a ajouté que cette démarche contribue à stimuler l’investissement dans le domaine agricole et à renforcer la production nationale, précisant qu’elle fait partie de la stratégie de l’Etat visant à promouvoir le secteur agricole à travers les différentes wilayas du pays.

De son côté, le Directeur général de l’Office national des terres agricoles a mis en avant, lors de la rencontre organisée à cette occasion, l’importance de la coordination des efforts entre les directeurs de l’Office national des terres agricoles et les directeurs des Domaines de l’Etat à travers les wilayas, en vue d’améliorer la gestion du foncier agricole et de renforcer l’investissement dans ce domaine.

Il a indiqué que cette rencontre a constitué une opportunité pour rapprocher les points de vue et coordonner les efforts entre les différents intervenants, afin d’adopter une méthode de travail unifiée et efficace contribuant à la valorisation des terres agricoles et au soutien du développement agricole à l’échelle nationale.

APS

CENTRE UNIVERSITAIRE "NOUR EL-BACHIR" D’EL BAYADH

Ouverture de 25 postes de maîtres assistants

Le Centre universitaire "Nour El-Bachir" d’El Bayadh a annoncé l’ouverture de 25 postes pour le recrutement de maîtres assistants, section « B », dans le cadre de ses efforts visant à renforcer l’encadrement pédagogique et à enrichir ses ressources humaines avec des profils qualifiés.

Le professeur Yacine Kettaf, directeur adjoint de l’enseignement post-gradué, de la recherche scientifique et des relations extérieures, a précisé à l’APS que le concours se déroulera sous forme d’un examen oral. Les postes sont répartis entre plusieurs instituts et facultés : sciences humaines et sociales, sciences juridiques et politiques, sciences économiques et commerciales et sciences de gestion, sciences de l’information et de la communication, sciences et technologies, sciences exactes, ainsi que les départements de langue arabe et de langue anglaise.

Les candidatures doivent être soumises exclusivement via la plateforme numérique du ministère de tutelle, "Progress", conformément aux conditions et délais fixés.

Après étude des dossiers, les candidats retenus seront convoqués pour un entretien oral, avant l’annonce des résultats définitifs. Les lauréats intégreront leurs postes à la rentrée universitaire 2026-2027, a-t-il pré-



cisé. Cette initiative s’inscrit dans la mise en œuvre de la vision du ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui vise un ratio d’un professeur universitaire pour 22 étudiants, et dans le cadre des efforts visant à hisser le centre universitaire au rang d’université, a

ajouté le professeur Kettaf.

Dans le même contexte, dix maîtres de conférences, section « A », ont récemment été promus au grade de professeur de l’enseignement supérieur, tandis que huit maîtres de conférences, section « B », ont été promus au grade de section « A ».

Le centre universitaire compte plus de 300 enseignants de différents grades et accueille actuellement environ 8 000 étudiants répartis sur plus de 80 spécialités dans sept instituts.

Dans le cadre du programme 2026, deux projets majeurs ont été lancés : la création de 2 000 nouvelles places pédagogiques pour les instituts des sciences et du sport, ainsi que la construction d’une résidence universitaire de 1 000 lits.

S’ajoute à cela un projet de hall technologique comprenant quatre ateliers et dix laboratoires pratiques, dont la livraison est prévue pour la fin de l’année en cours.

APS

DJELFA

Réouverture de services hospitaliers après réhabilitation

Des services hospitaliers ont été remis en service dans la wilaya de Djelfa, après avoir bénéficié de travaux de réhabilitation visant à améliorer les conditions d’accueil des patients et la qualité des soins, selon les services de la wilaya.

La même source a précisé que le service des urgences pédiatriques de l’Etablissement public hospitalier (EPH) Mehad-Abdelkader a été rou-

vert après l’achèvement des travaux d’aménagement, ce qui permettra d’alléger la pression sur le service des urgences et d’assurer une prise en charge optimale des enfants.

Le service de pédiatrie du même établissement de santé a également bénéficié de travaux de rénovation et rouvert ses portes. D’une capacité d’accueil de 32 lits, ce service prend en charge des nourrissons à partir d’un mois et des enfants

jusqu’à l’âge de 15 ans, a expliqué la source. Le service de dialyse de cet hôpital a aussi été rouvert et équipé de nouveaux appareils, ce qui permettra de prendre en charge les patients souffrant d’insuffisance rénale, y compris ceux provenant d’autres wilayas.

Dans le même ordre d’idées, le centre de lutte contre le cancer Colonel-Ahmed-Ben Cherif devrait bientôt être équipé de nouveaux appareils

médicaux, ce qui permettra d’améliorer la qualité des soins et d’éviter aux patients de se rendre dans les wilayas voisines pour se faire soigner, a ajouté la même source.

A noter que la wilaya de Djelfa a bénéficié de plusieurs nouveaux projets visant à renforcer le système de santé, dont le plus important est la construction en cours d’un hôpital de 120 lits à Hassi Bahbah.

Agence

EL-MEGHAÏER

Réception prochaine d’un centre de stockage de céréales de 50.000 qx à Djamaa

Un nouveau centre de proximité de stockage de céréales d’une capacité de 50.000 quintaux (qx) sera prochainement réceptionné dans la commune de Djamaa (48 km au Sud d’El-Meghaïer), a-t-on appris des services de la wilaya.

Lors d’une récente visite de terrain, le wali Laredj Nehila, a donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux restants afin de réceptionner cette nouvelle installation, réalisée à 98%, dans

les plus brefs délais.

Ce projet s’inscrit dans le cadre d’un programme portant sur la réalisation de quatre centres similaires à travers la wilaya, dont trois ont déjà été réceptionnés dans les communes d’Oum-Tyour, Stil et El-Meghaïer, a-t-on indiqué.

Occupant une superficie de 25.000 m2, dont 7.800 m2 bâtie, cette infrastructure est composée notamment d’un espace de stockage, d’une unité de contrôle de poids, d’un bloc administratif, un

transformateur électrique et d’une bache à eau d’une capacité de 150 m3, selon la fiche technique du projet.

Le wali a, à cette occasion, souligné que tels projets qui s’inscrivent dans les efforts de l’Etat visant à assurer la sécurité alimentaire, permettront de rapprocher les infrastructures de stockage de céréales des producteurs locaux et d’atténuer le déplacement vers d’autres wilayas.

APS

BOUIRA

Ouverture de la 3^e édition de la Fête nationale de l’huile d’olive

La ville de Bouira abrite jeudi la 3^e édition de la Fête nationale de l’huile d’olive, à laquelle participent une quarantaine d’exposants venus de plusieurs wilayas du pays pour présenter leurs différents produits oléicoles au public, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Lancée dans la matinée par les autorités locales, avec à leur tête le wali Houria Aggoune, et en présence du président de la Chambre nationale de l’agriculture (CNA), M. Mohamed Yazid Hambli, cette fête nationale est organisée au niveau d’un complexe de loisirs de la ville de Bouira, avec la participation de 40 ex-

posants venus des wilayas de Bouira, Béjaïa, Bordj Bou Arréridj, Tipaza et M’Sila, a indiqué, à l’APS, le directeur des Services agricoles (DSA), Bendjaballah Zine Labidine.

Le président de la Chambre nationale d’agriculture a visité, en compagnie de Mme Aggoune, les différents stands de cette foire, qui permet aux oléiculteurs participant à l’évènement de présenter au grand public la qualité et les spécificités de leurs produits oléicoles, notamment l’huile d’olive, a précisé M. Bendjaballah.

Sur place, des explications détaillées ont été données sur le processus de production de l’huile d’olive, de la cueillette jusqu’à la trituration, ainsi que sur la va-

lorisation des organes de l’olive (déchets oléicoles).

Dans une déclaration à l’APS, M. Hambli s’est félicité des progrès réalisés jusqu’ici par la filière oléicole, grâce aux efforts et au soutien de l’Etat en faveur des oléiculteurs.

Pour sa part, Arezki Toudert, expert oléicole et propriétaire de la marque "Ithri Olive", présente à la foire avec une multitude de produits, notamment son huile d’olive primée au niveau national et international (Tunisie, Turquie, France, Egypte et en Grèce), a déclaré que cette manifestation a pour but d’encourager les producteurs d’huile d’olive à améliorer la qualité de leurs produits, mais aussi

à échanger leurs connaissances afin de promouvoir davantage la filière oléicole en Algérie". L’objectif est également de sensibiliser les producteurs afin de rendre ces produits plus disponibles sur le marché et de les encourager à améliorer la qualité de leur huile d’olive selon les normes du Conseil oléicole international, a ajouté M. Toudert.

Cette manifestation agricole et commerciale se poursuit jusqu’à samedi avec une autre foire de l’huile d’olive organisée dans la localité d’Ath Yakhlef, relevant de la commune de M’Chedallah (Est de Bouira), une région connue pour la qualité de son huile d’olive.

APS

SAISIE DE PÉTROLIERS

La Grande-Bretagne soutient activement Trump dans l'accaparement des ressources vénézuéliennes

La saisie de deux pétroliers transportant du pétrole vénézuélien marque une nouvelle escalade dans la politique guerrière de Donald Trump. Alors que le Premier ministre britannique Keir Starmer avait nié toute implication dans la précédente attaque contre Caracas, cette fois-ci, la Grande-Bretagne a activement participé à l'opération.

1^{ère} partie

Par Nathan Akehurst (*)

Ce qui a commencé par l'attaque des États-Unis contre le Venezuela a désormais pris une dimension mondiale. Non contente d'avoir extradé le président vénézuélien Nicolás Maduro et son épouse, Cilia Flores, dans une tempête de destruction à Caracas, l'administration Trump a poursuivi avec la saisie militaire de deux pétroliers transportant du pétrole vénézuélien. Le premier, le Sophia, se trouvait dans les Caraïbes. Le second, le Marinera, était à des milliers de kilomètres de là, dans les eaux glacées de l'Atlantique Nord, près de l'Islande. Le pétrolier battait pavillon russe, ce qui a conduit certains à interpréter cette initiative comme une attaque contre la « flotte fantôme » de Moscou qui contourne les sanctions. Mais si le Kremlin ne devrait guère s'en émouvoir, Washington visait en réalité les ressources vénézuéliennes. Il semble également plausible que pour appuyer les négociations en cours sur l'Ukraine, Trump veuille offrir des concessions aux dirigeants russes dans d'autres domaines afin de les inciter à fermer les yeux sur l'incident du pétrolier. Selon un ancien conseiller de la Maison Blanche, Moscou a déjà proposé un échange de bons procédés concernant le Venezuela et l'Ukraine. Un autre pays s'immisce dans la tourmente : la Grande-Bretagne. Lundi, dix avions de transport américains C-17 et deux avions d'attaque au sol AC-130J ont été aperçus alors qu'ils arrivaient à Fairford, base aérienne en Grande-Bretagne, ils transportaient des forces spéciales, dont, selon certaines informations, des vétérans de l'attaque de Caracas. Deux jours plus tard, ils ont décollé pour procéder à la saisie du Marinera, avec la collaboration active du ministère britannique de la Défense. Des avions espions américains sont également arrivés, et cette force était manifestement disproportionnée pour la saisie d'un seul navire. Il semble donc qu'il y ait peut-être d'autres événements à venir. Comme si cela ne suffisait pas, les diplomates de l'OTAN discutent actuellement de l'envoi de troupes pour protéger le Groenland d'une invasion par les forces américaines. Les événements de Caracas ont des retombées qui, d'un seul coup, atteignent trois continents et laissent présager un monde en feu. Elles reflètent les crises brûlantes du dérèglement climatique, la déstabilisation du capitalisme et les conséquences de l'extractivisme colonial.



Un Pipeline vers la guerre

On pourrait commencer par avoir une pensée pour les équipages du Marinera et du Sophia. Leurs journées ont commencé par un travail dans des conditions difficiles, lors de longues traversées, dans un secteur où l'exploitation est monnaie courante, et se sont terminées par leur implication dans une tempête géopolitique. Le changement précipité du pavillon vénézuélien du Marinera pour le pavillon russe a été une tentative désespérée pour éviter d'être pris pour cible. Mais le sort de ces marins était probablement loin d'être un élément déterminant dans les plans des États-Unis concernant le Venezuela ce jour-là. Au même moment, les États-Unis ont annoncé leur intention de prendre directement le contrôle de la vente du pétrole brut vénézuélien, le président Trump a par la suite déclaré que la supervision de Washington pourrait durer des années. En réponse, les opposants ont repris la vieille antienne critique de l'invasion de l'Irak, dénonçant les « guerres pour le pétrole. » En 2003, cette attaque avait peut-être piqué au vif la Maison Blanche, désireuse de présenter ses objectifs de guerre comme fondés sur des valeurs humanitaires. Si les autorités américaines ont présenté l'opération anti-Maduro comme faisant partie de la guerre contre la drogue, elles ont déjà commencé à abandonner leur thèse voulant qu'il soit une sorte de Pablo Escobar des temps modernes. Toutes les parties s'accordent à dire qu'il

s'agit d'une guerre pour le pétrole. Une question plus intéressante se pose : pourquoi ? Le brut lourd vénézuélien est coûteux à raffiner, et les raffineries ne sont pas toutes équipées pour le traiter. Les améliorations requises au niveau des infrastructures et les exigences de sécurité liées à l'augmentation de la production risquent de décourager de nombreux investisseurs. Soit le niveau d'extraction serait relativement faible, soit la rentabilité se ferait attendre longtemps. L'approche actuelle des États-Unis est loin d'être suffisamment cohérente pour être comparée à des doctrines coloniales ou néocoloniales sérieuses. Il s'agit toutefois d'une tentative honorable pour les imiter. L'engagement des États-Unis prend tout son sens dans le contexte de l'obsession plus générale de l'administration à contrôler autant de ressources fossiles mondiales que possible. Dans la mesure où il y a une logique stratégique dans la rhétorique « Drill, baby, drill » (Fore, bébé, fore) et la récente annulation de milliards de dollars de financement pour les énergies renouvelables, cela traduit probablement une conviction en interne qui veut que maintenir une domination dans le secteur des énergies fossiles soit plus facile que de remporter la course contre la Chine pour le contrôle de la transition. Les initiatives des États-Unis au Venezuela viennent étayer cette thèse : même confrontés à une baisse de la demande de pétrole, les États-Unis peuvent ralentir la transition, maintenir la prééminence des combustibles fossiles et gagner toute

compétition dans ce domaine. Cet argument repose sur le colonialisme. Les étudiants en géographie ou dans des disciplines similaires ont certainement entendu parler de la malédiction des ressources, l'idée selon laquelle les pays riches en ressources sont structurellement condamnés au chaos. Mais cela n'est pas vrai pour la Grande-Bretagne, la Norvège ou les États-Unis. C'est une malédiction qui touche les victimes de la prédation coloniale. L'approche actuelle des États-Unis est loin d'être suffisamment cohérente pour être comparée à des doctrines coloniales ou néocoloniales sérieuses. Il s'agit toutefois d'une tentative honorable pour les imiter. Ce n'est pas un hasard si leur initiative la plus audacieuse pour façonner l'avenir s'est portée sur une ancienne colonie européenne et un pays sur lequel les États-Unis tentent depuis longtemps d'exercer leur domination. Et ils se tournent maintenant vers un autre endroit qui correspond à cette description : le Groenland.

La toundra du Haut-Arctique se réchauffe

Pour les Grecs de l'Antiquité, le Grand Nord était un lieu réputé pour son abondance, le royaume idyllique d'Hyperborée. Puis, une succession de grandes puissances l'ont exploré et ont trouvé qu'il y faisait froid, que la population était rare, et l'importance stratégique limitée, même si, en 1933, l'est du Groenland a été le théâtre d'un procès international historique sur les droits de colonisation.

(A suivre)

EGYPTE

La Banque centrale baisse ses taux d'intérêt de 1% pour la première fois en 2026

Parallèlement à la baisse des taux, le conseil d'administration de la BCE a décidé de réduire le taux de réserve obligatoire que les banques doivent maintenir auprès de la BCE, le faisant passer de 18% à 16%. La Banque centrale d'Egypte (BCE) a annoncé une réduction de 100 points de base (1%) des taux d'intérêt, lors de sa réunion du jeudi 12 février, selon un communiqué officiel. Il s'agit de la première baisse de l'année 2026, les taux du corridor de dépôt, du prêt au jour le jour et de l'opération principale sont respectivement ramenés à 19 %, 20 % et 19,5 %. Le taux du crédit et de l'es-compte subit la même baisse pour atteindre 19,5%. Parallèlement à la baisse des taux, le conseil d'administration de la BCE a décidé de réduire le taux de réserve obligatoire que les banques doivent maintenir auprès de la BCE, le faisant passer de 18% à 16%. « Ces décisions reflètent l'évaluation par la BCE de l'évolution de l'inflation lors de sa dernière réunion », a indiqué le communiqué de la Banque centrale. Cette décision fait suite à une année 2025 marquée par une réduction agressive des taux totalisant 6,25%, reflétant la réussite de la stratégie de lutte contre l'inflation. Le taux d'inflation annuelle s'est établie à 11,2% en janvier 2026 contre 11,8% le mois précédent, selon les données de la BCE. A moyen terme, l'inflation devrait maintenir sa trajectoire descendante, mais à un rythme plus lent, influencée par le ralentissement de la désinflation des biens non alimentaires et les mesures budgétaires visant à améliorer les finances publiques. L'économie égyptienne a progressé de 5,3% au premier trimestre de l'exercice 2025-2026, un record en trois ans et demi, porté par les revenus du Canal de Suez, le tourisme et l'industrie manufacturière. Les transferts des Egyptiens travaillant à l'étranger ont connu une augmentation de 45,1 % au cours des neuf premiers mois de l'année 2025, atteignant 30,2 milliards de dollars, contre 20,8 milliards de dollars pour la même période de l'année précédente. Soutenue par d'importants flux de devises, la livre égyptienne a progressé de 6,6% face au dollar au cours des huit derniers mois.

R. I.

ARABIE SAOUDITE

Les méga-projets touristiques de la mer Rouge ralentissent face aux réalités économiques

Pensés comme l'un des plus vastes développements touristiques de la planète, les complexes haut de gamme de la mer Rouge saoudienne entrent dans une phase d'incertitude. Entre coûts d'exploitation élevés, fréquentation fragile et baisse des revenus pétroliers, Riyad revoit le rythme de ses investissements sur ce littoral encore largement vierge.

Par R I/Agence

Le projet était à la hauteur des ambitions saoudiennes : créer, sur des centaines de kilomètres de côtes préservées, une nouvelle référence mondiale du tourisme de luxe. Hôtels ultra-premium, îles privatisées, aéroport international flambant neuf, yacht clubs et marinas exclusives devaient faire de la mer Rouge un nouveau pôle d'attraction pour les voyageurs fortunés. Pourtant, selon plusieurs sources proches du dossier citées par l'AFP, Riyad réduit largement la voilure. Ce ralentissement marque un coup d'arrêt symbolique pour l'un des développements touristiques les plus spectaculaires engagés ces dernières années au Moyen-Orient.

Une première phase achevée, la suite suspendue

Le programme est piloté par Red Sea Global, société détenue par le fonds souverain saoudien Public Investment Fund. Officiellement, l'objectif reste inchangé : ouvrir 81 établissements d'ici 2030. Deux ensembles structurent ce développement d'ampleur. D'un côté, Amaala, censé s'étendre sur 68 kilomètres de côtes et couvrir plus de 4 000 km², avec 29 complexes hôteliers et un yacht club. De l'autre, le Red Sea Project, plus au sud, déjà doté d'un aéroport international et prévoyant 50 établissements, dont certains répartis sur trois îles. Une première phase comprenant 27 complexes doit être finalisée cette année. Mais, selon sept sources s'exprimant sous couvert d'anonymat, la deuxième phase serait gelée. « Il a été décidé d'arrêter de travailler sur la deuxième phase du projet », affirme à l'AFP un cadre de Red Sea Global. Une autre source au sein de l'entreprise précise : « Les coûts d'exploitation actuels dépassent les revenus, c'est devenu insoutenable ». Ces décisions entraîneraient la suppression de

dizaines d'emplois chez RSG et de centaines chez les sociétés sous-traitantes. Red Sea Global conteste cette lecture. « Comme pour tout développement d'une destination de grande ampleur et sur le long terme, la Phase 2 sera mise en œuvre de manière séquencée », assure le promoteur dans un communiqué transmis à l'AFP. L'entreprise précise également que « plusieurs projets sont actuellement en cours de conception, d'approbation et de structuration commerciale, ce qui correspond exactement à l'étape attendue à ce stade », et met en avant le recrutement de plus de 3 000 personnes en 2025, dont plus de 900 au cours des quatre derniers mois de l'année.

Des hôtels ouverts... mais vides

Sur le terrain, la réalité semble plus nuancée. Les sources interrogées par l'AFP indiquent que l'ouverture de nouvelles destinations serait suspendue après l'achèvement de la phase en cours. Parmi les dix hôtels déjà livrés, les taux d'occupation seraient faibles. Selon un consultant, ils seraient « pour la plupart vides ». Le modèle économique initial reposait sur une montée en puissance rapide et sur la capacité du projet à devenir financièrement autonome. « On pensait que le projet de la mer Rouge attirerait davantage de capitaux et générerait d'énormes rendements, et deviendrait financièrement autonome. Mais cela ne s'est jamais produit », confie une source travaillant sur un projet du gouvernement. Les raisons avancées sont multiples. « L'absence d'alcool a joué un rôle mais ce n'était pas le principal facteur », précise le consultant. « Les prix élevés et la démesure des projets ont posé problème. L'entreprise a largement surestimé le nombre de personnes prêtes à payer de tels tarifs ». Un cadre de RSG résume la situation avec une formule cinglante : « Les équipes passent plus de temps à dépoussiérer qu'à servir les clients ».

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DU QATAR (AGRITEQ)

Forte affluence des visiteurs

La deuxième journée de la treizième édition du Salon international de l'agriculture du Qatar (AgriteQ), organisée au Village culturel de Katara, a connu une large affluence de visiteurs issus de toutes les composantes de la société, traduisant l'intérêt croissant pour le secteur agricole et les enjeux de la sécurité alimentaire. L'exposition a attiré de nombreuses familles, passionnés et profession-

nels, venus découvrir les dernières innovations dans le domaine agricole et profiter des programmes de sensibilisation qui l'accompagnent. Ce succès illustre la capacité du salon à conjuguer production, éducation et divertissement dans un cadre intégré. Dans le même contexte, le premier Forum arabe des données statistiques agricoles, tenu sur deux jours dans le cadre du salon, a clôturé ses

travaux après des séances de dialogue et un riche échange d'idées et d'expériences entre décideurs, experts et spécialistes des domaines agricole et statistique. Le forum a abordé le rôle des technologies modernes dans le soutien à la prise de décision agricole, le renforcement de la sécurité alimentaire et l'accélération de la transformation numérique de ce secteur vital. Il a également constitué une plate-

forme spécialisée pour améliorer la qualité des données agricoles, appuyer les politiques publiques et renforcer l'intégration régionale en matière de statistiques agricoles. Les sessions ont porté sur les statistiques et l'appui à la décision, la transformation numérique et l'investissement, les pertes et le gaspillage alimentaires, ainsi que sur les données et le développement durable.

APS

SOUDAN

Des crimes de guerre ont été commis par les FSR lors de la prise d'El Fasher

Les violations commises par les Forces de soutien rapide (FSR) lors de la prise de la ville d'El Fasher, dans la région soudanaise du Darfour, constituent des "crimes de guerre" et pourraient également relever de "crimes contre l'humanité", selon un rapport du Bureau des droits de l'homme de l'ONU publié vendredi. Le document insiste sur la nécessité d'enquêtes "crédibles"

devant aboutir à une reddition des comptes pour ces "crimes exceptionnellement graves". Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) décrit "une vague intensive de violences choquante dans sa dimension et son intensité". Plus de 6.000 décès ont pu être vérifiés pendant l'offensive, après 18 mois de siège. Trois personnes sur quatre ont été tuées à El Fasher, et un quart

alors qu'elles fuyaient dans la région. "Parmi ces victimes, au moins 4.400 personnes ont été tuées à El Fasher au cours des trois premiers jours de l'offensive et plus de 1.600 autres le long des voies de sortie", précise le rapport, qui souligne toutefois que le bilan réel est "significativement plus important". Le rapport documente des attaques à grande échelle, notamment des massacres et des exé-

cutions sommaires, des violences sexuelles, des enlèvements contre rançon, des actes de torture, des détentions, des disparitions, des pillages, ainsi que l'utilisation d'enfants dans les hostilités. Dans de nombreux cas, les civils auraient été visés en raison de leur appartenance ethnique ou de leur affiliation présumée.

CAPITAL-RISQUE EN AFRIQUE

Les investisseurs locaux poursuivent leur essor en 2025

Le rapport souligne que le poids croissant des fonds locaux en Afrique fournit à l'écosystème continental du capital-risque une base d'investisseurs stable, qui lui donne un certain degré de résilience lorsque les acteurs étrangers courent aux abris en temps de crise.

Par R I/Agence

Les investisseurs basés en Afrique ont représenté 30 % du total des acteurs du capital-risque ayant injecté des fonds dans des entreprises africaines en 2025, contre 28 % pour les fonds basés en Amérique du Nord et 25 % pour ceux originaires d'Europe, selon un rapport publié le mardi 10 février par l'Association africaine du capital-investissement et du capital-risque (AVCA). Intitulé « Venture Capital in Africa Report 2025 », le rapport précise que les fonds locaux, qui ont été les plus actifs pour la deuxième année consécutive, représentent une base d'investisseurs de plus en plus importante et stable, fournissant à l'écosystème africain un certain degré de résilience aux turbulences économiques qui motivent souvent le retrait de certains internationaux. Les 188 investisseurs africains ayant misé dans des entreprises opérant sur le continent durant l'année écoulée sont notamment basés en Afrique du Sud, en Égypte, au Nigeria et au Kenya. 7 fonds africains figurent dans le Top 10

des investisseurs ayant réalisé le plus grand nombre de transactions. Il s'agit de Launch Africa Ventures (Maurice, 14 transactions), Renew Capital (Éthiopie, 8), All On (Nigeria, 7), Azur Innovation Management (Maroc, 7), Beltone Venture Capital (Égypte, 7), ESquared Investments (Afrique du Sud, 7) et Holocene Venture (Afrique du Sud, 7). Au total, le nombre d'investisseurs actifs dans le paysage africain du capital-risque en 2025 s'est élevé à 625, contre 614 en 2024, avec 70 % de fonds internationaux. Cette forte présence s'explique par plusieurs facteurs interdépendants, dont la quête d'opportunités africaines alignées sur leurs objectifs stratégiques et opérationnels, comme l'accès aux talents locaux et le potentiel de rendement à long terme.

La valeur des financements par dette progresse de 91 %

Parallèlement, les gestionnaires de fonds issus de la diaspora ont joué un rôle essentiel dans la mise en relation des pools de capitaux internationaux avec les marchés africains. La dernière

dynamique en jeu est l'importance des capitaux philanthropiques provenant d'organisations telles que la société belge EDFI Management Company. Le rapport révèle d'autre part que les acteurs locaux et étrangers de l'industrie du capital-risque ont investi un montant global de 3,9 milliards USD dans le cadre de 506 transactions en Afrique en 2025, contre 3,6 milliards USD en 2024. Ces investissements sont répartis entre equity (prises de participations) et financements par dette (venture debt). Les financements en equity ont baissé de 21% comparativement à 2024, pour s'établir à 2,1 milliards USD, tandis que le volume des transactions est resté quasiment stable à 432 opérations. Les financements par dette comme les prêts directs et les prêts convertibles en actions, ou encore le financement mezzanine, ont connu un grand essor en 2025, avec 74 transactions réalisées (+ 23 % en glissement annuel) et une valeur totale en hausse de 91 %, à 1,8 milliard USD. Ce mode de financement non-dilutif a ainsi représenté 15 % du volume des transactions, mais 47 % de la valeur totale des investissements.

MADAGASCAR

La Banque mondiale débloque 37 millions de dollars après le passage des cyclones Gezani et Fytia

La Banque mondiale a annoncé vendredi avoir mobilisé une enveloppe de 37 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents des populations touchées par les cyclones Gezani et Fytia, qui ont récemment frappé Madagascar. Elle a précisé, dans un communiqué, que

cette aide bénéficiera directement à environ 40.000 ménages affectés par les cyclones. Il s'agira notamment d'aides d'urgence, de transferts d'argent aux familles, de programmes de travail rémunéré, d'appuis nutritionnels, de remise en service de l'eau et de l'électricité, ainsi que du renforce-

ment de la coordination nationale dans la gestion de la réponse aux crises. En parallèle, l'institution a dit collaborer avec le gouvernement malgache pour la réhabilitation des services sociaux de base, notamment l'éducation et la santé, ainsi que des infrastructures de

transport. Elle enverra une mission dans les prochains jours à Toamasina, une ville de l'est du pays fortement touchée par le cyclone Gezani, pour y soutenir les premières réponses et évaluer les besoins prioritaires en matière de relèvement et de reconstruction. APS

RDC

Le cuivre de Butembo passe sous l'égide d'une entreprise cotée aux États-Unis

Les projets cuprifères de la République démocratique du Congo attirent divers investisseurs de différentes régions du monde. Le projet de Butembo est tombé dans l'escarcelle d'investisseurs américains. Le projet cuprifère de Butembo, bien que situé dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en proie à l'insécurité, vient d'être intégré à African Discovery Group (AFDG). Cette société, dont les actions sont négociées aux États-Unis, a annoncé avoir signé un contrat définitif de vente et d'achat d'actions avec Grabin Mining SAS, présentée comme détentrice du permis lié au projet de Butembo. L'entreprise américaine indique que l'opération a été réalisée via une prise de contrôle inversée, un mécanisme par lequel une société déjà cotée intègre dans son périmètre un actif non coté, souvent en rémunérant les détenteurs de l'actif par l'émission d'actions. Dans son communiqué, AFDG affirme d'ailleurs que « des actions ont été émises aux détenteurs de la licence » et que « la propriété de l'intérêt minier est désormais détenue par l'entité domiciliée aux États-Unis ». Autrement dit, le projet de Butembo est désormais logé dans une structure relevant de l'émetteur coté aux États-Unis, qui compte désormais dans son actionariat les détenteurs de cet actif. Mais la transaction doit en-

core être validée par les autorités de régulation, notamment en RDC.

Une société cotée sur un marché moins encadré

AFDG est présente sur le marché américain OTC, un compartiment boursier moins encadré que les grandes places comme le NYSE ou le Nasdaq. Les documents publics disponibles montrent que l'entreprise a déjà changé d'orientation par le passé, avant de se repositionner sur les métaux. Dans son communiqué, AFDG annonce également un changement d'identité et se présente désormais sous le nom de Copper Intelligence. L'entreprise affirme devenir « la première société indépendante liée à la RDC cotée aux États-Unis » et se positionne comme un véhicule dédié à l'acquisition et à l'exploration d'actifs cuprifères dans le pays. La nouvelle équipe dirigeante est menée par Andrew Groves, qui serait le fondateur de plusieurs sociétés minières sur le continent (Camec, African Platinum et Central African Gold) et dont toutes auraient été cédées avec succès. L'équipe compte aussi Aldo Cesano, revendant 40 ans d'expérience dans le développement minier et logistique en RDC, au Zimbabwe et en Afrique australe.

Un projet cuprifère prometteur mais encore à prouver

Le projet de Butembo est décrit par Copper Intelligence comme une opportunité d'exploration proche de la surface et à faible décapage. Il est situé à environ 50 km de la frontière, à proximité de la mine ougandaise de Kilembe, dont les réserves vérifiées sont estimées à 4 millions de tonnes. La société met en avant des échantillons à forte teneur (18 % de cuivre) et un accès revendiqué au rail. Toutefois, les informations publiques ne permettent pas de confirmer l'existence d'une ressource minérale évaluée selon des standards internationaux, ni d'une réserve minière prouvée. Les communiqués ne précisent pas non plus le programme technique détaillé (forages, calendrier, budget) nécessaire pour valider le potentiel à une échelle industrielle. Le passage de Butembo dans le giron d'une société cotée aux États-Unis peut néanmoins offrir davantage de visibilité et, potentiellement, faciliter des levées de fonds pour financer l'exploration. Il implique aussi une exposition accrue aux obligations de communication et aux attentes des investisseurs, même si celles-ci restent, sur le marché OTC, moins lourdes que sur les grandes places

CAMEROUN

AD Ports rejoint un consortium pour la concession d'un terminal de vrac sec au Port de Douala

Dans un contexte de re-composition des corridors logistiques en Afrique centrale, le port de Douala attire de nouveaux capitaux internationaux pour renforcer son positionnement stratégique. La modernisation des infrastructures vise à capter une part croissante des flux régionaux de marchandises. L'émirati AD Ports a annoncé s'être associé à Africa Ports Development (APD) dans le cadre d'un contrat de concession de 30 ans portant sur la conception, la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal de vrac sec au port de Douala, au Cameroun. L'accord établit une structure d'investissement dans laquelle le groupe portuaire, ainsi que deux autres investisseurs émiratis dont l'identité n'a pas été dévoilée, détiennent 60 % de la société d'exploitation, tandis qu'APD détient les 40 % restants. À ce titre, AD Ports investira environ 73,4 millions d'euros (environ 87,1 millions USD) dans le développement de la première phase du terminal. Ce chantier, qui se déroulera entre 2026 et 2028, comprend deux postes d'amarrage et environ 450 mètres de quai, avec une capacité annuelle de manutention d'environ 4 millions de tonnes de marchandises en vrac sec, comme du clinker, du gypse, des engrais et des céréales. L'infrastructure est destinée à accroître les capacités de la plateforme portuaire pour cette catégorie de marchandises, dont la demande connaît une croissance soutenue. Selon des informations relayées par Investir au Cameroun, le projet intègre aussi la construction de voiries, d'une voie ferrée et de pipelines pour le gaz, ainsi qu'un système moderne de lutte contre les incendies. Ces investissements s'inscrivent dans un plan plus large d'extension du port de Douala, intégrant entre autres la construction d'une centrale électrique et de voies de contournement pour fluidifier le trafic des gros porteurs. Principale porte d'entrée maritime du pays, le port de Douala traite la majeure partie des importations en vrac du pays et constitue une plaque tournante logistique pour les marchés enclavés d'Afrique centrale. « Le nouveau terminal renforcera les chaînes d'approvisionnement régionales et optimisera les flux de marchandises clés », a expliqué AD Ports.

Agence

Les actions américaines sont en légère hausse, les rendements baissent, les données de l'IPC américain étant plus faibles que prévu

Agence

Agence

A MUNICH

Rubio prône une restauration de l’ordre mondial, avec une Europe ”forte”

Le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, a prôné samedi devant la Conférence de Munich sur la sécurité, une "restauration" de l'ordre mondial sous la présidence de Donald Trump, tout en appelant à une Europe "forte" et en rejetant toute division.

Par R I.

Au deuxième jour de cette conférence, où les Européens ont appelé les Etats-Unis à la raison et à réparer la relation transatlantique qui bat de l'aile, Marco Rubio a assuré que les États-Unis souhaitent "des alliés fiers de leur culture et de leur héritage, qui comprennent que nous sommes les héritiers d'une même grande et noble civilisation et qui, avec nous, sont prêts et capables de la défendre". "Nous ne cherchons pas à diviser, mais à revitaliser une vieille amitié", a-t-il dit, ajoutant souhaiter "une alliance revigorée". Récemment, en présentant sa nouvelle Stratégie de sécurité nationale, le président américain s'était livré à une attaque en règle contre les Européens, menacés selon lui d'un "effacement civilisationnel". Sans changer de cap sur la menace qui, selon son administration, plane sur l'Occident, M. Rubio a déclaré samedi que si les Etats-Unis sont "prêts, si nécessaire, à agir seuls, nous préférons et espérons agir avec vous, nos amis ici en Europe". Par ailleurs, le responsable américain a réitéré la position de l'administration Trump selon laquelle l'ONU n'a joué "pratiquement aucun

rôle" dans la résolution des conflits et a appelé à une réforme des institutions mondiales. Il a aussi confirmé la position de l'administration Trump selon laquelle l'immigration "déstabilise les sociétés", tout en évitant les sujets de guerre culturelle qui, selon le chancelier allemand Friedrich Merz vendredi, avaient approfondi une "fracture" entre les États-Unis et l'Europe.

”Raviver la confiance”

Vendredi lors de la première journée de cette conférence qui réunit le gotha de la défense et de la sécurité dans la capitale bavaroise, le chancelier allemand avait aussi appelé à "réparer" et "raviver" la confiance transatlantique, mise à mal par le président américain. "A l'ère de la rivalité entre grandes puissances, même les Etats-Unis ne seront pas assez puissants pour faire cavalier seul", avait ajouté le chancelier allemand. Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump, selon qui l'Union européenne a été construite pour "emmerder" les États-Unis, a l'Europe dans le collimateur. La relation "est au milieu de beaucoup d'incertitude. Mais nous, on a à clarifier ce qu'on veut pour nous-mêmes et ce qu'on a à faire. Et

les Etats-Unis ont à clarifier ce qu'ils sont prêts à faire pour les Européens", avait dit vendredi le président français Emmanuel Macron à des journalistes, appelant à une "Europe forte". Parlant d'un "géant endormi", le Premier ministre britannique Keir Starmer devrait lui appeler samedi, également à la tribune de la Conférence, l'Europe à réduire sa "surdépendance" envers les Etats-Unis en matière d'armement grâce un renforcement de sa coopération industrielle, selon des extraits de son discours distribués à l'avance. Arrivé vendredi à Munich, Marco Rubio s'est entretenu avec son homologue chinois Wang Yi, le chancelier allemand, et a eu un aparté avec la Première ministre danoise Mette Frederiksen et son homologue groenlandais Jens-Frederik Nielsen en marge de la conférence. Les menaces du président américain de s'emparer de cet immense territoire autonome danois avaient ébranlé l'alliance atlantique. Mais, a estimé le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte, qui s'exprimait lors du Transatlantic Forum, il y a un "changement d'état d'esprit" au sein de l'Otan, où "l'Europe assume davantage un rôle de leadership" et "prend aussi davantage soin de sa propre défense".

GRÈCE

Manifestation d’agriculteurs devant le parlement grec à Athènes

Des milliers de manifestants se sont réunis vendredi soir devant le parlement grec, pour soutenir les agriculteurs ayant envahi Athènes avec leurs tracteurs pour réclamer des allègements fiscaux et le soutien de l'Etat, après près de deux mois de manifestations nationales ayant bloqué autoroutes et postes-frontières. Quelque 70 tracteurs ont roulé jusqu'au coeur de la capitale pour

cette manifestation devant le parlement. "Nous continuerons le combat jusqu'au bout", a déclaré le syndicaliste agricole Costas Tzelas devant la foule. En janvier, agriculteurs et éleveurs avaient réduit leur mouvement de protestation, qui impliquait des blocages intermittents des autoroutes du pays depuis fin novembre 2025. Les agriculteurs grecs protestent contre les longs retards dans le versement des subventions, provo-

qués par un scandale de détournement d'aides agricoles de l'UE, et subissent également la pression des prix bas, de la hausse des coûts énergétiques et de la crise climatique. Les versements de subventions aux agriculteurs ont été retardés par une enquête en cours sur des demandes frauduleuses de subventions de l'UE représentant des millions d'euros, rendue publique en mai par le Parquet européen. Les

éleveurs grecs sont également frappés par l'abattage de plus de 470.000 moutons et chèvres en raison d'une épidémie de variole. En décembre, les agriculteurs avaient rejeté une invitation à des discussions du Premier ministre conservateur Kyriakos Mitsotakis et ignoré les avertissements répétés du gouvernement qui leur demandait de reculer.

APS

ÉTATS-UNIS

L’inflation est revenue «sur les rails», déclare Trump

Les Etats-Unis ont commencé l'année avec une inflation en net ralentissement, une accalmie célébrée par le président Trump pressé jusque dans son camp de stopper l'érosion du pouvoir d'achat. Les prix à la consommation (CPI) ont progressé de 2,4% sur un an en janvier contre 2,7% le mois précédent, selon les données officielles publiées vendredi. La décelération est un peu plus forte que ce qui était attendu par les analystes. «Les chiffres étaient surprenants, mais pas pour moi», a réagi le président américain, qui affirme depuis plusieurs semaines que le niveau des prix est sous contrôle. L'inflation est «à nouveau sur les rails», «très modeste», a-t-il déclaré vendredi. Même moins vite, les prix continuent cependant d'augmenter et les étiquettes affolent une grande partie des consommateurs, faisant craindre aux républicains de perdre des voix lors des élections programmées en fin d'année. Le redressement du pouvoir d'achat des Américains était une grande promesse de campagne de Donald Trump. Au début de son mandat, l'inflation avait poursuivi la dé-

celération entamée sous Joe Biden, par rapport au pic atteint au printemps 2022, un legs de la pandémie de Covid-19. L'indice CPI ne progressait plus que de 2,3% sur un an en avril 2025, période correspondant à l'annonce par Donald Trump d'un fort relèvement des droits de douane sur les produits importés. L'inflation s'était de nouveau accélérée dans la foulée, la Maison-Blanche refusant d'y voir une conséquence de ses surtaxes.

Surtaxes détricotées

Le ralentissement observé en janvier «renforce notre conviction que les hausses des prix des biens liées aux droits de douane sont largement derrière nous», commente dans une note Bernard Yaros, d'Oxford Economics. «La bonne nouvelle», souligne Diane Swonk auprès de l'AFP, «c'est que le gouvernement a entendu les plaintes» concernant l'impact négatif des droits de douane sur l'économie américaine. L'économiste du cabinet KPMG rappelle qu'il s'est employé de-

puis l'automne à détricoter certaines des surtaxes. Le tassement de l'inflation est notamment influencé par la baisse du carburant (-7,5% en janvier sur un an). Les consommateurs profitent aussi d'une ristourne sur les véhicules d'occasion (-2%). En revanche, les factures de gaz et d'électricité sont douloureuses (respectivement +9,8% et +6,3% sur un an). Le prix des œufs, qui s'était envolé l'an dernier en raison d'une chute de production due à la grippe aviaire, a plongé d'environ 34% par rapport à janvier 2025. Dans son ensemble, l'alimentation progresse cependant encore de 2,9%. En ce début d'année, les compagnies aériennes ont par ailleurs nettement augmenté le coût des billets (+6,5% sur un mois). «Même si les salaires ont augmenté, en moyenne, plus vite que l'inflation ces dernières années, il faut beaucoup de temps pour rattraper les effets cumulés des hausses de prix subies», relève encore Diane Swonk, et «cela reste inabordable pour de nombreux, trop nombreux, ménages.»

R I.

CUBA

Incendie dans la raffinerie de pétrole de La Havane

Un incendie s'est déclaré vendredi dans la raffinerie de pétrole de La Havane, ont rapporté des médias. Un important panache de fumée noire, provenant de l'enceinte de la raffinerie Níco López, était visible depuis l'autre côté du chenal de la baie, sans qu'il soit possible de préciser si les flammes touchaient les réservoirs de pétrole de l'installation, selon ces médias. Le feu, qui a rapidement perdu en intensité, s'est produit dans une zone située non loin du lieu de mouillage de deux pétroliers amarés dans la baie où se situe le port de La Havane. C'est dans ce port que sont arrivés jeudi deux navires de la marine mexicaine avec plus de 800 tonnes d'aide humanitaire. Cet incendie, dont l'origine n'est pas connue, intervient au moment où le pays souffre d'une grave crise énergétique, ayant poussé les autorités à prendre des mesures d'urgence pour économiser du carburant.

APS

ESPAGNE

L’inflation en janvier révisée en baisse, à 2,3% sur un an

L'inflation enregistrée en Espagne en janvier, initialement annoncée à 2,4% sur un an, a été révisée en baisse pour s'établir à 2,3%, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques (INE). La hausse des prix est la principale préoccupation des Espagnols, qui ont notamment vu les prix de l'immobilier exploser ces dernières années. Le chiffre définitif d'inflation publié par l'INE vendredi marque une baisse importante par rapport au mois de décembre 2025, quand l'inflation avait atteint 2,9% sur un an, selon l'INE. La Banque d'Espagne anticipe une inflation en fin d'année à 2,7%. Malgré cette hausse continue des prix qui grignote le porte-monnaie des ménages, le contexte économique général demeure positif en Espagne, où le gouvernement a enregistré en 2025 une croissance de 2,8%, près du double de la zone euro.

"SHUTDOWN" PARTIEL Le ministère américain de la Sécurité intérieure entre en paralysie budgétaire

Le ministère américain de la Sécurité intérieure est entré samedi en situation de paralysie budgétaire, un "shutdown" partiel qui s'annonce long en raison du différend profond entre démocrates et républicains sur les pratiques de la police de l'immigration (ICE). Dans les jours qui viennent, des milliers de fonctionnaires vont être mis au chômage technique, tandis que des milliers d'autres, dont les fonctions sont considérées comme essentielles, devront continuer de travailler. Dans les deux cas, leur salaire ne sera pas versé jusqu'à ce que le Congrès s'entende sur un budget pour le DHS, ministère dont dépend l'ICE. Les démocrates justifient le blocage -qui risque d'affecter les contrôles dans les aéroports ou encore la gestion des catastrophes naturelles- par les agissements de l'ICE, auxquels ils veulent imposer d'importantes restrictions.

APS

LES GRAVES ACCUSATIONS D'OPENAI

DeepSeek pille les IA américaines pour son prochain modèle ?

OpenAI monte au créneau. En pleine guerre technologique entre les deux premières puissances mondiales, la start-up accuse son homologue chinoise, DeepSeek, d'avoir recours à une pratique illégale pour entraîner son futur modèle. On fait le point.



Il y a un tout petit peu plus d'un an, DeepSeek secouait le monde de la tech en lançant R1, un modèle de raisonnement ultra performant. Sa prouesse ? L'avoir entraîné sans accès aux meilleures puces d'intelligence artificielle (IA) signées NVIDIA. De quoi faire drastiquement chuter les coûts et remettre en cause le modèle défendu par la Silicon Valley. Désormais, la jeune pousse chinoise travaille sur un successeur, et OpenAI porte de graves accusations à son encontre.

DeepSeek aurait recours à la distillation de modèles

Le créateur de ChatGPT a fait parvenir un mémo à la commission spéciale de la Chambre des représentants américaine, chargée de la concurrence stratégique avec la Chine. Il affirme avoir identifié des comptes liés à DeepSeek cherchant à contourner ses garde-fous techniques afin d'accéder à ses modèles. L'entreprise de Sam Altman évoque notamment des méthodes passant par des «

routeurs tiers obfusqués » destinés à masquer l'origine des requêtes. Elle l'accuse aussi d'avoir développé du code permettant de récupérer des réponses générées par ses IA « de manière programmatique », dans le but de les réutiliser pour entraîner leurs propres systèmes. C'est une pratique que l'on appelle distillation, qui consiste à faire évaluer les réponses d'un modèle puissant par un autre afin de transférer indirectement ses apprentissages. Ainsi, OpenAI déplore des « efforts continus pour profiter gratuitement des capacités développées par les laboratoires américains ».

Pas une première

Ce n'est pas la première fois que la firme profère de telles allégations. Elle dénonçait des pratiques similaires l'année dernière également, peu de temps après le lancement de DeepSeek R1. De son côté, la start-up chinoise doit naviguer dans un contexte complexe en raison des lourdes sanctions américaines pesant sur la Chine. Elle est privée des meilleures puces d'IA, ce qui la freine clairement dans ses efforts. Mais elle pourrait à nouveau surprendre le secteur avec son prochain modèle. Reste à voir si Washington sévit face aux accusations d'OpenAI.

L'historique de 37 millions d'internautes a été siphonné par 287 extensions



Un chercheur en sécurité a identifié 287 extensions Chrome qui exfiltrèrent discrètement l'historique de navigation de 37,4 millions d'utilisateurs. Cela représente environ 1% de la base mondiale du navigateur de Google et implique plusieurs acteurs, dont des entreprises d'analytics reconnues. Les extensions malveillantes continuent de proliférer sur le Chrome Web Store. Début janvier, nous apprenions que 900 000 internautes avaient été compromis par des add-ons espionnant les conversations privées et l'historique web.

Un système de détection basé sur l'analyse réseau

Le chercheur qcontinuum1 a développé un dispositif automatisé pour traquer ces extensions. Il a mis en place des conteneurs Docker et un proxy man-in-the-middle qui surveille le trafic sortant des extensions. L'outil détecte si les données transmises correspondent à la longueur des URL visitées, un indicateur clé pour mesurer l'exfiltration d'historique de navigation. Les extensions trop curieuses utilisent des techniques d'obfuscation variées. Certaines emploient l'encodage ROT47, d'autres chiffrent les données avec AES-256 et des paires de clés RSA avant de les transmettre vers des serveurs distants. Parmi les add-ons identifiés, on retrouve des noms connus comme Poper Blocker, Stylish ou BlockSite.

Quels risques pour les internautes ?

Similarweb, entreprise spécialisée dans l'analyse web, opère plusieurs extensions dont son outil officiel "Website Traffic & SEO Checker" qui compte un million d'utilisateurs. Big Star Labs, présumé affilié à Similarweb, contrôle des extensions touchant 3,7 millions de personnes. D'autres acteurs comme Curly Doggo (1,2 million), Offidocs (1,7 million) ou diverses entités chinoises complètent le tableau. Même Avast Online Security, avec six millions d'installations, a été signalé pour collecte de données. Bien sûr, avec cet historique, l'internaute peut recevoir de la publicité très ciblée. Le chercheur a déployé des honeypots et détecté des scrapers tiers qui récupèrent activement les historiques volés, notamment des adresses IP liées à Kontera, une entreprise de publicité contextuelle rachetée par Amobee. Mais il y a également des risques d'espionnage industriel, par exemple lorsque des employés installent des extensions de productivité qui capturent les URL internes, les adresses intranet et les liens vers des tableaux de bord SaaS. qcontinuum1 recommande de privilégier les extensions open source et de vérifier systématiquement les permissions demandées avant toute installation. La liste complète des 287 extensions est disponible dans son rapport.

2 ans plus tard, cette application essentielle arrive enfin sur le Vision Pro d'Apple

Lancé début 2024 aux États-Unis, le casque Vision Pro d'Apple était alors dépourvu de l'une des applications les plus essentielles : YouTube. Une absence pour le moins étonnante, mais que Google a finalement décidé de réparer... après deux ans de développement. Rappelez-vous, c'était il y a (plus de) 2 ans maintenant, la porte-parole de Google Jessica Gibby annonçait alors qu'une application YouTube pour VisionOS était « sur la feuille de route » de la firme de Mountain View, sans pour autant indiquer de date précise. Il aura donc fallu patienter pas moins de 24 mois après l'annonce initiale, pour voir débarquer YouTube sur Vision Pro. En effet, depuis quelques heures

maintenant, l'application YouTube officielle est bel et bien disponible au sein de l'AppStore dédié au casque d'Apple. Au travers du casque Vision Pro, on peut donc profiter de YouTube (le vrai !) avec des vidéos 3D à 360° ou bien des vidéos 180°, sans oublier des vidéos classiques, et bien sûr les indispensables Shorts. Via l'Apple Vision Pro M5, Google explique que l'on peut également profiter d'un affichage 8K, et que l'application YouTube se veut « complète », à savoir que l'on y retrouve les abonnements, les playlists, l'historique... Pour les propriétaires d'un Vision Pro, c'est la possibilité de profiter d'une application officielle dédiée, sans avoir à passer par Safari. Bien sûr, on

peut également regarder ses vidéos YouTube préférées en intégrant celles-ci dans les environnements de visionOS, pour transformer son salon en un authentique cinéma à la maison.

Deux ans plus tard... deux ans trop tard ?

Une excellente nouvelle pour les utilisateurs du casque spatial d'Apple, même si, dès septembre dernier, une question persistait : qui sont réellement ses adeptes ? Présenté en grande pompe il y a deux ans, le Apple Vision Pro s'impose aujourd'hui comme un produit résolument élitiste. Depuis son lancement en février 2024, le casque ne se serait écoulé qu'à (moins de) 500 000 exemplaires dans le

monde, un volume qui tranche avec les ambitions initiales du constructeur. Certes, certains secteurs professionnels (médecine, industrie, aviation, etc.) ont su trouver un intérêt concret à l'appareil, mais c'est aussi du côté de l'écosystème applicatif que les inquiétudes persistent. L'App Store dédié à visionOS recensait environ 2 500 applications natives en août 2024. Un mois plus tard, selon les données d'Appfigures, ce chiffre tombait à 1 770. Une contraction significative, qui illustre alors les difficultés rencontrées par les développeurs pour rentabiliser leurs créations sur une base d'utilisateurs encore très limitée.

Brèves

WP Engine charge encore Automattic

Le torchon n'en finit plus de brûler entre les deux sociétés : le fournisseur de services d'hébergement de sites WordPress WP Engine étoffe ses récriminations contre Automattic, maison-mère de WordPress.com et dirigée par Matt Mullenweg. Il vient de modifier sa plainte après avoir obtenu des informations supplémentaires concernant le nombre de sociétés touchées par les demandes de royalties d'Automattic. En effet, ce dernier aurait prévu de cibler 10 autres entreprises. WP Engine allègue par ailleurs que Matt Mullenweg a contacté un dirigeant de Stripe

par e-mail pour faire pression sur la société afin qu'elle résilie son contrat avec lui.

Proofpoint rachète Acuvity

Le fournisseur américain en sécurité continue ses rachats : après l'allemand HornetSecurity (qui avait lui-même racheté le français Vade), c'est au tour de son compatriote californien Acuvity de tomber dans son escarcelle. Ce dernier propose une solution conçue spécifiquement pour l'IA qui surveille et analyse en temps réel les applications, les agents et les serveurs MCP pour leur apporter de la visibilité, du contrôle et de la gouvernance. Le montant du rachat n'a pas été communiqué.

Anthropic lève 30 Mds\$

Six mois après une levée de 13 Md\$, la start-up annonce un tour de table (serie G) de 30 Md\$ mené par D. E. Shaw Ventures, Dragoneer, Founders Fund, Iconiq et MGX. Le nombre d'investisseurs ayant participé à ce gigantesque financement est impressionnant, avec plus d'une quarantaine d'entreprises et fonds ayant mis au pot. Parmi lesquels Accel, BlackRock, Goldman Sachs, Insight Partners, Lightspeed Venture Partners, Menlo Ventures, Microsoft ou encore Nvidia. Ce tour porte la valorisation du groupe à 380 Md\$. Selon la société, les fonds seront consacrés à la recherche avancée, au développement de produits et à l'extension de l'infrastructure.

CLIMAT ET AUTOMOBILE

Les gesticulations de Donald Trump n'auront pas l'effet escompté

En abrogeant le "constat de mise en danger" adopté en 2009, l'administration Trump retire à l'Agence de protection de l'environnement (EPA) la base juridique qui lui permettait de réguler les émissions de gaz à effet de serre. Une rupture majeure sur le plan réglementaire. Mais derrière l'effet d'annonce, l'impact réel sur les constructeurs automobiles pourrait s'avérer plus complexe et moins immédiat qu'il n'y paraît.

La décision a été annoncée par l'agence de protection de l'environnement américaine (EPA) ce 12 février 2026 : la suppression de l'"Endangerment Finding", le "constat de mise en danger" adopté sous Barack Obama après un arrêt de la Cour suprême en 2007 (Massachusetts v. EPA). Ce texte établissait que l'accumulation de gaz à effet de serre mettait en danger la santé et le bien-être publics, ce qui donnait ainsi à l'agence le pouvoir de réglementer les émissions de CO₂ des véhicules comme le fait aussi l'Union européenne. En revenant sur ce fondement, l'administration Trump retire la base juridique de nombreuses normes climatiques adoptées depuis 2012. Elle poursuit ainsi le détricotage des standards CAFE. En revanche, les réglementations visant les polluants dits "de critères", oxydes d'azote (NOx), particules fines, composés toxiques, demeurent en vigueur. Pour rappel, le CO₂ contribue au réchauffement climatique, mais ne constitue pas un polluant local toxique au sens sanitaire direct, contrairement aux NOx ou aux particules.

Une rupture politique, un effet industriel incertain

Sur le plan politique, la décision marque un tournant. Plusieurs médias internationaux parlent de "coup de grâce" porté à la politique climatique fédérale. Si les tribunaux validaient l'abrogation, une future administration ne pourrait rétablir ce cadre qu'au prix d'une nouvelle bataille juridique, voire d'une intervention explicite du



Congrès. Pour l'industrie automobile américaine, la situation est plus nuancée.

Les constructeurs opèrent en effet sur des marchés mondialisés. Une grande partie des modèles vendus aux États-Unis doit également satisfaire aux normes européennes, chinoises ou californiennes (la Californie disposant d'une dérogation fédérale lui permettant d'imposer des standards plus stricts, auxquels se rattachent une quinzaine d'États représentant environ un tiers du marché américain). Supprimer des équipements ou revoir des chaînes d'approvisionnement pour un seul marché représente un coût important. À cela s'ajoute l'incertitude politique américaine plus grande que jamais à l'approche des élections de mi-

mandat. Un revirement lors de cette échéance ou en 2028 aux prochaines présidentielles pourrait rétablir un cadre contraignant.

Le cas révélateur du Stop & Start

L'administration Trump met aussi fin aux crédits liés au système Stop & Start, une technologie qu'elle a très souvent pointée du doigt et qui est largement répandue des deux côtés de l'Atlantique. Déjà critiqué politiquement en 2025 ("tout le monde le déteste", avait déclaré Lee Zeldin, nommé par Donald Trump à la tête de l'EPA), ce dispositif n'a jamais été imposé par la loi fédérale : il était encouragé par des mécanismes de bonus réglementaires. Sur le plan technique, le Start-Stop réduit la

consommation de carburant de 5 à 10% en usage urbain selon les tests d'homologation européens. Mais il diminue également le bruit et les émissions locales lorsque le moteur ne tourne pas à l'arrêt, ce qui limite aussi les NOx et les particules en ville. Sa disparition n'est toutefois pas automatique : les architectures micro-hybrides 48 V intègrent déjà cette logique d'arrêt-redémarrage, indépendamment du cadre fédéral américain.

Économies, prix des voitures en baisse... vraiment ?

La Maison-Blanche a présenté cette décision comme "le plus grand acte de dérégulation de l'histoire américaine", promettant des économies substantielles pour les ménages et une baisse du prix des voitures neuves. L'administration avance des montants considérables en coûts évités. Reste que l'impact concret dépendra des décisions industrielles et des arbitrages judiciaires à venir. L'abrogation sera contestée devant les tribunaux et pourrait remonter jusqu'à la Cour suprême. D'autant que si Donald Trump aime détricoter les lois de ses prédécesseurs, la justice ne lui donne pas toujours raison. Surtout, pour les constructeurs, l'équation reste mondiale.

Entre les contraintes internationales, les coûts industriels liés aux changements techniques et l'incertitude politique latente, cette dérégulation américaine pourrait produire moins d'effets immédiats que son ampleur symbolique ne le laisse penser.

Comment la Fiat la plus importante de l'histoire, validée par la CIA, a conquis l'Union Soviétique !

Dans les années 60, le patron de Fiat consulte la Maison Blanche. Le but ? Demander aux Américains leur avis sur une commercialisation d'un véhicule de la marque Fiat en Union Soviétique, alors rival absolu des Américains en pleine guerre froide. La Fiat 124 deviendra quelques années plus tard ce qui est probablement le modèle le plus important de toute l'histoire de Fiat.

Imaginez un peu une voiture 100 % européenne et occidentale vendue aux Russes avec tout l'attrail pour la produire, en plein milieu de la guerre froide. C'est exactement ce qui s'est passé avec la Fiat 124, l'un des modèles les plus importants et historiques de la marque turinoise. Et si la 124 a passé la stratégie frontière soviétique pour aller conquérir des Russes sans industrie automobile majeure, c'est un peu en partie... grâce à la CIA et aux Américains. Pourtant ennemis absolus des Russes dans un conflit froid à distance qui fit l'objet de toutes les interprétations culturelles et médiatiques. Films, livres, vous avez forcément vu cette silhouette basique à trois vo-

lumes, sans prétention. Ce profil, celui d'une voiture russe surnommée "Jigouli", était en fait... une Fiat 124. Une Jigouli parmi les voitures les plus produites au monde ! Et si les Russes ont pu la produire, c'est parce que Fiat a accepté de construire une usine sur place et laisser les droits aux Soviétiques pour la fabriquer et l'écouler dans toute l'Union symbolisée par le marteau et la faucille.

La Fiat 124, les Russes et la CIA

"Le 4 mai 1966, dans le grand salon du Centre Historique Fiat, Vittorio Valletta, Président de Fiat, et Alexandr Mikhaïlovitch Tarasov, ministre pour l'industrie automobile soviétique, signent un premier engagement qui se concrétisera le 15 août à Moscou avec l'accord définitif", rappelle Stellantis Heritage. En 1966, Fiat signe donc ce que la presse nomme « le contrat du siècle » avec le gouvernement de l'URSS. L'accord est colossal : Fiat ne se contente pas de vendre une licence, elle doit construire une usine entière (Togliatti) au cœur du territoire sovié-



tique et former la main-d'œuvre pour produire une version adaptée de la 124. La "Jigouli" était née (son nom réel était la VAZ 2101). Au total, près de 5 millions d'exemplaires sortiront des chaînes de production en 18 ans. Impressionnant, pour un pays qui ne produisait que peu de voitures jusqu'alors. La très basique et sobre Fiat 124 devient alors une des premières voitures mondiales de l'histoire. Cependant, un tel transfert de tech-

nologie entre une firme occidentale et le bloc de l'Est ne pouvait se faire sans l'aval de Washington. Les archives déclassifiées de la CIA, repérées par nos confrères d'Hagerty, révèlent que Vittorio Valletta, le président de Fiat, avait consulté la Maison-Blanche dès 1962. Le président Kennedy avait alors soutenu l'idée pour une raison très simple : l'administration américaine se dit que si les Russes produisent des voitures, ils seront occupés à autre chose qu'à

produire du matériel militaire ! Drôle de vision stratégique... qui ne s'est évidemment pas vraiment vérifiée.

Le rôle de la CIA et de la technologie américaine

L'implication de la CIA était motivée par une réalité technique : Fiat dépendait massivement des machines-outils américaines. Pour équiper l'usine russe, Fiat devait exporter ces technologies sensibles. La CIA a minutieusement examiné chaque composant pour s'assurer qu'aucun outil ne puisse être détourné à des fins militaires.

Malgré les tensions de l'époque, l'administration Johnson et la CIA ont donné leur feu vert. Les rapports de l'agence de renseignement affichaient un certain pragmatisme, voire une pointe de condescendance : ils estimaient que même avec cette usine, le stock automobile soviétique n'atteindrait en 1974 que le niveau de celui des États-Unis en 1917. Pour Washington, l'opération servait à « embourgeoiser » l'ennemi.

Mots fléchés

Élabo- ration		Métier modèle		Calife		Bourricot Terre entourée d'eau		Amérindien		Jupes de dessous		Lichen	
Infections								Mousseux italien				Annotation	
Internement		Fils de Agamemnon		Poisson de mer						Nuance			
				Son nom indique sa forme						Passage entre deux montagnes			
									Agglomération				
									Cent ans				
Choix					Subalterne	Fric	Éloignée						
Demi							Conteste						
								Affluent de Danube				De la même mère	Ville du Maroc
Instrument										Fou en verlan			
Partie d'une pièce de théâtre				Morgane, Viviane, Clochette ou Mélusine						Lac des Pyrénées			
				Laituse				Narre					
Tellure			Monnaies roumaines				Fermées						
Bradype							Exalitre						
		Bavarde											
		Habitacle						Pays		Âne sauvage	Élégante		Groupe de Rap français (initiales)
Langue du midi				Cligné					Cordage marin				
Petit recueil plaisant									Maigre				
			Il est acheminé par une voiturette au rugby				Fixant						
							Saisons						
Hurllement	Bizut					Couquette en toile						Confédérés	
	Xénophobes												
			Maisons isolées										Xénon
			Intronisées										
Périodes				Querelles		Petit ruisseau		Qui n'est pas plein					
Grande étendue d'eau salée								Non- chalantes					
					Assemblé						Cube de jeu		
											Retenu		
Dieu des morts		Cobalt Personnage de Tintin et Milou			Engrais					Titane			Évêché de Normandie
					Sud-ouest (initiales)					Océans 'fermés'			
						Étain Morceau de choix				Cantine huppée			
Pactole							Trois fois dix (attention, très dur)						
Ensemencée													
					Courroux					Précipitation			
Écopes							Chambre d'écluse				Nazi		

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

Importation de plus de 144.000 têtes de mouton et de 46.000 têtes de bovin

Plus de 144.000 têtes de mouton et de 46.000 têtes de bovin destinées à l'abatage seront importées en prévision du mois de Ramadhan, dans le cadre des mesures visant à renforcer l'approvisionnement du marché national, a annoncé le directeur général de la régulation et de l'approvisionnement du marché national au ministère, Ahmed Mokrani. Il a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'opération englobe l'autorisation de l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) et de l'EPE Entrepôts frigorifiques de la Méditerranée (FRIGOMEDIT) à importer environ 144.000 têtes de mouton vivant et plus de 46.000 têtes de bovin qui seront égorgées dans des abattoirs agréés.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 15 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie révisé son programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l'Asie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a indiqué, samedi dans un communiqué, avoir révisé son programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l'Asie, dans le cadre de l'optimisation continue de son réseau international. « Air Algérie engage une nouvelle phase de structuration de son programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l'Asie », souligne la compagnie, précisant que cette reconfiguration stratégique se traduit par un renforcement ciblé des dessertes vers Amman, Doha et Kuala Lumpur, ainsi que par l'ouverture prochaine d'une nouvelle liaison vers le Koweït. Dans cette dynamique d'allocation optimisée des capacités, la compagnie procédera à « une réduction maîtrisée de ses fréquences à destination de Dubaï », a-t-elle avancé. Cette évolution s'inscrit dans « une logique d'arbitrage stratégique visant à consolider les axes prioritaires, à renforcer la connectivité régionale et intercontinentale et à assurer une meilleure adéquation entre l'offre et les dynamiques de trafic observées sur ces marchés ». Air Algérie a ainsi invité sa clientèle à consulter les horaires actualisés et les éventuelles modifications de programme via ses canaux officiels et l'ensemble de son réseau de distribution, selon la même source.

TINDOUF

Arhab prend part à la campagne nationale de reboisement de 5 millions d'arbustes

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a participé, hier à Tindouf, à une campagne de reboisement inscrite dans le cadre de la campagne nationale visant la plantation de 5 millions d'arbustes à travers les différentes wilayas du pays, à l'initiative du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, par le biais de la Direction générale des forêts. La cérémonie de lancement de l'opération s'est déroulée dans la zone de Tindouf Lotfi, avant de se poursuivre à la gare ferroviaire du chef-lieu de wilaya, en présence des autorités locales civiles et militaires, des représentants de la famille révolutionnaire, ainsi que des cadres du secteur et des stagiaires des établissements de formation. Il est à noter que la plantation d'un total de 3.000 arbustes a été programmée dans le cadre de cette campagne à travers les différentes zones de la wilaya. Dans une déclaration à la presse, la ministre, qui effectue une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya de Tindouf, a affirmé que la participation du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à cette initiative environnementale s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des orientations visant à ancrer la culture de la préservation de l'environnement chez les jeunes. Elle a souligné que les établissements de formation constituent un espace propice pour inculquer des valeurs de citoyenneté environnementale et au renforcement de l'esprit de volontariat. Elle a ajouté que la campagne nationale de reboisement représente une démarche concrète pour faire face aux effets des changements climatiques et lutter contre le phénomène de la désertification, notamment dans les wilayas du Sud, réaffirmant l'engagement du secteur à accompagner ce type d'initiatives à travers l'implication des stagiaires dans les opérations de plantation, d'entretien et de suivi. La ministre poursuit sa visite dans la wilaya de Tindouf, où elle préside, samedi, la cérémonie de clôture de la Semaine de l'insertion professionnelle des stagiaires dans le domaine des mines, et tient une rencontre avec les formateurs de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Mohamed-Merzouki.

CAMPAGNE NATIONALE DE PLANTATION DE CINQ MILLIONS D'ARBUSTES

Une mobilisation populaire exemplaire

Synthèse Zahir R.

La plus grande campagne nationale de reboisement a été lancée, hier, dans plusieurs wilayas du pays sous le slogan « Khadra bi idni Allah (Verte si Dieu le veut) », avec une participation massive des citoyens, des institutions publiques et privées, ainsi que des acteurs de la société civile. Organisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, via la Direction générale des forêts, en collaboration avec l'association « Algérie Verte », cette opération vise à planter cinq millions d'arbustes en une seule journée, grâce à la mobilisation de 5,3 millions de plants répartis dans tout le territoire national. Selon le ministère, 71 % des plants sont des arbres forestiers, 26 % des arbres fruitiers et 3 % des plants à vocation d'ornement, sélectionnés selon une approche équilibrée tenant compte des aspects économiques, écologiques et esthétiques, ainsi que des spécificités de chaque région du pays. Dans ce cadre, 100.000 arganiers seront plantés, afin de promouvoir la biodiversité et de valoriser cette espèce d'arbres à haute valeur écologique et économique, aux côtés d'autres espèces comme le caroubier et l'olivier. Cette campagne a été marquée par la participation de différents établissements publics, de l'institution militaire, d'entre-

prises des secteurs public et privé, ainsi que d'acteurs de la société civile et de citoyens qui se sont rendus sur les sites de plantation. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la dynamique amorcée par la campagne de reboisement, organisée le 25 octobre 2025, lors de laquelle plus de 1.410.000 arbres ont été plantés, en concrétisation de l'engagement continu à protéger et à renforcer le couvert végétal. À Ouargla, près de 10 000 arbrisseaux ont été plantés autour du lac de Hassi-Benabdallah et de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, avec pour objectif d'atteindre plus de 35 000 plantations dans la wilaya, y compris dans la daïra frontalière d'El-Borma. À El-Meghaïer, 2 000 arbrisseaux ont été plantés le long de la RN-3 et dans les huit communes de la wilaya, portant à 8 858 le nombre total de plants depuis octobre 2025. À Adrar, 10 000 plants ont été installés sur le carré vert représentant la carte de l'Algérie, sur le site touristique de Tamessekht. À Tamanrasset, une campagne similaire a été menée sur 40 sites à travers les communes de la wilaya.

Une réussite également dans l'Est du pays

Dans El-Méniaa, près de 5 700 arbustes ont été plantés sur 22 sites, tandis qu'à Tougourt, 66 000 plants ont

été installés dans les rues, placettes, espaces publics et établissements éducatifs, accompagnés d'activités de sensibilisation à la protection du couvert végétal et au développement durable. Dans les wilayas de l'Est, l'engagement des citoyens a été tout aussi important. À Constantine, quelque 40 000 arbres ont été plantés sous la supervision du wali Abdelkhalek Sayouda et de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Dans les wilayas de Batna et Biskra, le directeur général des forêts, Djamel Touahria, a donné le coup d'envoi des plantations, notamment 100 000 plants d'arganier dans la région des Ziban. À Skikda, 126 000 arbres seront plantés sur 117 sites, tandis qu'à El Tarf, 21 sites ont été retenus pour l'opération, organisée dans une ambiance de volontariat et de solidarité. À Souk Ahras, 127 000 arbres ont été plantés sur sept sites forestiers répartis sur plusieurs communes, mobilisant d'importants moyens humains et matériels. Cette campagne s'inscrit dans la continuité de la dynamique lancée lors de la campagne de reboisement du 25 octobre 2025, qui avait permis de planter plus de 1,41 million d'arbres, témoignant de l'engagement permanent de l'Algérie pour la protection et le renforcement du couvert végétal, la lutte contre la désertification et la promotion du développement durable.

GRANDE CAMPAGNE NATIONALE DE PLANTATION DE 5 MILLIONS D'ARBRES

Ooredoo Algérie mobilise ses volontaires

Fort de son engagement durable en faveur de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), Ooredoo Algérie a participé activement à la grande campagne nationale de reboisement organisée hier à travers l'ensemble du territoire national. Lancée sous l'égide du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en partenariat avec la Direction Générale des Forêts (DGF), cette nouvelle opération d'envergure vise un objectif ambitieux de planter cinq millions d'arbres à travers le pays, et ce, dans la continuité de la forte mobilisation enregistrée lors de la campagne nationale de reboisement du 25 octobre 2025, qui avait permis de planter plus de 1,4 million d'arbres en une seule journée. Dans le cadre de cette opération, Ooredoo Algérie, entre-



prise éco-citoyenne fortement engagée dans ce genre d'initiatives, a adhéré aussi à l'appel du ministère de l'Agri-

culture pour contribuer à cet élan écologique national d'envergure, en participant à une grande opération de

plantation d'arbres sous le slogan « Bladna Dima Khadra » dans la localité de Djelida, wilaya d'Aïn Defla. Le coup d'envoi de cette opération a été donné par le wali d'Aïn Defla, M. Aïssa Aziz Bouras, en présence des représentants des autorités locales, et en partenariat avec l'Association Nationale du Volontariat (ANV), fidèle partenaire de l'entreprise dans le cadre de ses nombreuses actions citoyennes. Cet engagement s'est concrétisé par la contribution de Ooredoo à la réussite de cette opération écologique, à travers la mise à disposition de milliers de plants de différentes espèces, adaptées aux conditions environnementales et agricoles de la région, ainsi qu'une forte mobilisation des employés bénévoles de l'entreprise à travers certaines wilayas du pays.